

**Convention cadre pour l'accès et le déploiement**  
**des infrastructures de XpFibre 92**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**XpFibre 92,**

Société par action simplifiée à capital variable, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 825 128 176, et dont le siège social est situé au 3-5-7 Avenue de la Cristallerie

92310 Sèvres,

Représentée par son Président, Monsieur Lionel RECORBET, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « XpFibre 92 » ou l'« Opérateur d'immeuble »

D'une part,

**Et**

**L'OC,**

Société par actions simplifiée au capital de XXXXXX d'euros, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de XXXXX sous le numéro XXXXXX, et dont le siège social est situé au YYYYYYY.

Représentée par son président, Monsieur/Madame XXXXXXX, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'Opérateur Commercial »,

D'autre part, Ci-après dénommées la ou les « Partie(s) »

## Table des matières

Article 1	Définitions.....	6
Article 2	Objet du contrat.....	12
Article 3	Périmètre.....	12
Article 4	Modalités de participation au déploiement des infrastructures .....	13
Article 4.1	Consultation.....	13
Article 4.2	Consultation par lot en Zone arrière de PME.....	16
Article 4.4	Cofinancement a posteriori.....	18
Article 4.5	Offre accès à la Ligne FTTH .....	18
Article 4.6	Offre d'accès unitaire au PM .....	19
Article 5	Documents contractuels .....	19
Article 6	Durée de la convention .....	20
Article 7	Convention de déploiement.....	20
Article 8	IRU concédés sur les lignes .....	20
Article 8.1	IRU concédés sur les Lignes .....	20
Article 8.2	Portée des IRU concédés .....	21
Article 8.3	Durée des IRU concédés .....	22
Article 9	Conventions immeuble .....	23
Article 10	Modalités de commande des prestations.....	24
Article 10-1	Commande des Points de Mutualisation .....	24
Article 10.2	Notification de Raccordement du Point de Mutualisation.....	24
Article 10.3	Commande de Raccordement Client Final .....	25
Article 11	Modalités de déploiement .....	26
Article 12	Livraison des prestations.....	27
Article 12-1	Pour un Point de Mutualisation Intérieur.....	27
Article 12.2	Pour un Point de Mutualisation Extérieur .....	29
Article 13	Maintenance et interventions.....	36
Article 13.1	Maintenance courante .....	36
Article 13.2	Maintenance extraordinaire – Travaux Exceptionnels.....	37
Article 13.3	Maintenance programmée.....	38
Article 13-4	Cas de maintenance d'une Fibre Optique Dédiée livrée sur fibre nue .....	38
Article 13-5	Délais de rétablissement des Lignes (hors GTR).....	38
Article 13-6	Prestation de maintenance avec option GTR 10 heures HO .....	39
Article 13-7	Engagements de qualité de service .....	39

Article 14	Dispositions financières.....	39
Article 14-1-1	Tarifs et révision des tarifs.....	39
Article 14-1-2	Indexation des tarifs .....	40
Article 14-2	Modalités de financement de l'Infrastructure .....	40
Article 14-3	Modalités de facturation .....	41
Article 14-4	Modalités de paiement .....	42
Article 14-5	Modalités de contestation des factures .....	43
Article 14-6	Compensation conventionnelle.....	43
Article 14-7	Retard de paiement.....	43
Article 14-8	Impôts, taxes et redevances.....	44
Article 14-9	Garanties financières.....	45
Article 15	Résiliation du contrat .....	46
Article 15-1	Résiliation pour faute .....	46
Article 15-2	Autres cas de résiliation .....	46
Article 15-3	Dénonciation d'un IRU.....	46
Article 15-4	Effet de la résiliation ou de la dénonciation.....	47
Article 16	Modification réglementaire ou législative .....	47
Article 17	Confidentialité .....	47
Article 18	Intuitu personae.....	48
Article 19	Sous-traitance .....	48
Article 20	Droit de propriété .....	49
Article 21	Responsabilités des parties.....	49
Article 21-1	Responsabilité de l'Opérateur Commercial.....	49
Article 21-2	Responsabilité de XpFibre 92 .....	50
Article 22	Assurances.....	51
Article 23	Force majeure .....	51
Article 24	Loi applicable et attribution de compétences .....	52
Article 24-1	Loi applicable.....	52
Article 24-2	Attribution de compétence .....	52
Article 25	Cession du contrat.....	53
Article 26	Divers.....	53
Article 26-1	Modification du Contrat .....	53
Article 26-2	Atteinte à l'image .....	55
Article 26-3	Election de domicile .....	55
Article 26-4	Autonomie des stipulations.....	55
Article 26-5	Titres.....	55

Article 26-6	Renonciation.....	55
Article 26-7	Indépendance des Parties .....	56
Article 26-8	Notification .....	56
Article 26-9	Langue .....	56
Article 27	Signalement d’Anomalies et demande de correction d’information manquante ou erronée dans l’IPE.....	56
Article 28	Liste des annexes.....	58

## **IL EST PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

XpFibre 92 est un opérateur de communications électroniques, établi conformément à l'article L 33-1 du Code des Postes et des Communications Électroniques.

XpFibre 92 est propriétaire d'un réseau de communications électroniques Très Haut Débit en fibre optique sur le département des Hauts-de-Seine (92), allant de points de concentration (NRO ou Nœuds de Raccordement Optiques) jusqu'à la prise installée chez l'abonné final, qu'il soit résidentiel ou professionnel (PTO ou Point de Terminaison Optique). A ce titre, XpFibre 92 se positionne donc comme Opérateur d'immeuble en Zones Très Denses, et s'est déclaré comme tel auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après l'« ARCEP »).

L'ARCEP a adopté la décision n° 2009-1106 en date du 22 décembre 2009, modifiée par la décision n° 2013-1475 du 10 décembre 2013, précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en Zones Très Denses (ci-après « ZTD ») et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée. Les opérateurs d'immeuble doivent notamment publier une offre d'accès aux lignes permettant de répondre aux demandes d'accès des opérateurs tiers.

L'ARCEP a aussi publié des recommandations le 14 juin 2011 et le 21 janvier 2014, précisant les « Modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour certains immeubles des zones très denses, notamment ceux de moins de 12 logements » ainsi que la décision n° 2015-0776 du 2 juillet 2015 sur les processus techniques et opérationnels de la mutualisation des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et la décision n°2020-1432 en date du 8 décembre 2020 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

La présente convention de déploiement et d'accès aux Infrastructures de XpFibre 92 (ci-après la « Convention Cadre » ou le « Contrat ») basée sur l'offre de référence publiée par XpFibre 92 (ci-après l'« Offre de Référence ») s'inscrit donc dans ce cadre réglementaire.

## Article 1 Définitions

Les Parties conviennent qu'aux fins du présent Contrat, les mots et expressions suivants dont la première lettre figure en majuscule auront la signification suivante :

« **Acte d'Engagement de Co-investissement ou Acte d'Engagement** » : désigne le Formulaire d'Engagement de Co-investissement à la maille communale dûment complété et signé par le représentant autorisé de l'Opérateur Commercial.

« **Avis de Mise à Disposition de PM (ou CR MAD PM)** » : désigne le compte-rendu par lequel l'OI signifie aux Opérateurs Commerciaux qu'un Point de Mutualisation construit par l'OI est mis à leur disposition et peut faire l'objet d'un raccordement par ceux-ci. Par l'émission de cet Avis, l'OI délivre les informations inhérentes au PM permettant de le localiser, ainsi que la date de sa mise à disposition et le nombre de logements ou locaux desservis et raccordables en aval dudit PM.

« **Avis de Mise à Disposition de Ligne (ou CR MAD Ligne)** » : désigne le compte-rendu de mise à disposition de ligne envoyé par l'OI à l'Opérateur Commercial qui souhaite accéder à une Ligne. Cet Avis termine la commande d'accès et confirme la continuité optique entre le PM et la PTO.

Il permet de déclencher la facturation relative au CCF à l'opérateur qui accède à cette Ligne. Il ouvre également la possibilité pour cet opérateur d'avoir recours à une Prestation de maintenance sur le Câblage FTTH.

« **Boitier de Raccordement Entreprise (BRE)** » : équipement dédié aux Lignes FTTE, situé à l'extrémité du Câblage Client Final en provenance du PM et à proximité du Local du Client Final Entreprise.

« **Brassage au PM** » : ensemble des opérations techniques permettant d'assurer l'interconnexion et la continuité optique entre la Ligne FTTH souscrite par l'Opérateur Commercial et le réseau de ce dernier au Point de Mutualisation, à l'aide du Dispositif de Brassage.

« **Câblage Vertical** » : désigne l'ensemble des fibres optiques implantées entre le Point de Mutualisation et les Points de Branchement Optiques par l'OI conformément aux stipulations de la Convention de Déploiement s'y rapportant. Ces Câblages Verticaux désignent aussi les infrastructures déployées entre un Point de Mutualisation Extérieur (PME) et les PBO qu'il dessert, lorsqu'il y a un Point de Mutualisation Extérieur.

« **Câblage Client Final (ou CCF)** » : désigne la partie de la Ligne située entre le Point de Branchement (PB) exclu et le Point de Terminaison Optique (PTO) inclus.

« **Client Final** » : désigne le résident personne physique ou morale d'un Immeuble ou d'un pavillon ayant souscrit à une offre de services FTTH auprès d'un Opérateur Commercial.

« **Cofinanceur ou Co-Investisseur** » : désigne tout Opérateur Commercial ayant signé une Convention de Déploiement avec l'OI et qui participe à ce titre au financement *ab initio* ou *a posteriori* des Infrastructures.

« **Commande** » : désigne le document contractuel échangé entre les Parties pour la commande par l'Opérateur Commercial d'une prestation fournie au titre des présentes et passée conformément aux stipulations de l'article « Modalités de commande ».

« **Consultation** » : désigne l'appel à intérêt publié ou transmis par l'OI aux opérateurs désignés par l'ARCEP dans sa décision n° 2009-0794.

« **Contrat de Prestation de Raccordement de Câblages Client Final FTTH (ou Contrat STOC)** » : contrat établi entre l'OI et l'Opérateur Commercial au titre duquel l'OI sous-traite à l'Opérateur Commercial la construction du Câblage Client Final relatif, pour lequel l'Opérateur Commercial a adressé une commande d'accès de Ligne FTTH dans le cadre du présent Contrat.

« **Convention Immeuble** » : désigne la convention d'installation, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée par l'Opérateur d'Immeuble avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques.

« **Convention de Déploiement** » : désigne la convention spécifique à une ou plusieurs communes (la Convention de Déploiement à la Commune) signée entre l'OI et un Cofinanceur.

« **CPCE** » : désigne le code des postes et des communications électroniques.

« **Défaut** » : désigne une coupure franche et continue d'une Ligne FTTH.

« **Dégradation** » : dommages matériels sur les infrastructures, équipements et matériels de l'OI, d'un Opérateur Commercial ou d'un tiers résultant manifestement de l'intervention d'un Opérateur Commercial, que le responsable ait été identifié ou non.

« **Dispositif de Brassage des Lignes** » : désigne l'équipement passif permettant la mise en correspondance par connecteurs entre les fibres situées en aval (vers l'utilisateur final) et les fibres situées en amont (vers les réseaux d'un ou plusieurs opérateurs).

« **Dossier Immeuble** » : Ensemble des informations communiquées par l'OI à l'Opérateur Commercial concernant les conditions d'intervention dans un Immeuble. Il y a un Dossier Immeuble par Point de Mutualisation PME ou PMI.

« **Emplacement** » : partie du Point de Mutualisation réservée à l'Opérateur Commercial afin d'y héberger ses équipements passifs ainsi qu'éventuellement le câble en provenance de son réseau FTTH.

« **E-Mutation** » : webservice de mutation mis à disposition par l'OI et permettant aux techniciens de raccordement client de l'Opérateur de réaliser, par des échanges informatiques et dans le cadre d'une commande d'accès de Ligne FTTH, un réapprovisionnement à chaud de route optique sans recourir à un service téléphonique support de l'OI (ou Hotline). Les modalités d'utilisation de l'outil E-Mutation sont décrites au sein de l'annexe 5 bis.

« **Engagement d'Investissement** » : désigne le(s) montant(s) que l'Opérateur Commercial s'est engagé à payer à l'OI en tant que Cofinanceur dans le cadre de la (des) Conventions de Déploiement de Câblage Vertical.

« **Fibre Optique Dédiée** » : désigne le chemin continu en fibre optique d'une Ligne, mis à disposition d'un Opérateur Commercial de façon permanente, que celui-ci fournisse ou non un service à l'utilisateur final concerné.

« **Fibre Optique Partagée** » : désigne le chemin continu en fibre optique d'une Ligne, mis à disposition d'un Opérateur Commercial de façon temporaire, pour ce qui est nécessaire à la fourniture effective de services de communications électroniques à l'utilisateur final concerné.

« **Fichier** » ou « **Fichier IPE** » : désigne le fichier, contenant la liste des Immeubles bénéficiant d'une Convention Immeuble et des pavillons sans conventionnement, et pour chacun d'entre eux, l'adresse postale de l'Immeuble concerné, l'identité et l'adresse du propriétaire ou du syndic de copropriété représentant le syndicat des copropriétaires, le nombre estimé de Logements et de locaux desservis.

« **Formulaire d'Adhésion à l'offre de Co-investissement** » : désigne le formulaire décrit en annexe 11 que l'OI envoie aux Opérateurs FTTH pour leur proposer dans le cadre d'une Consultation, un Co-investissement portant sur les Câblages FTTH par commune de la Zone de Couverture.

« **FSC** » : Interface internet mise à disposition de l'Opérateur Commercial afin qu'il puisse déclarer d'éventuelles anomalies ou dysfonctionnements à l'OI décrite en annexe 15.

« **Garantie(s)** » : désigne une garantie bancaire à première demande ou un dépôt de garantie demandé par l'OI à l'Opérateur conformément aux dispositions de la présente Convention Cadre.

« **Gestionnaire d'Immeuble** » : personne morale ou physique, propriétaire ou mandatée par des propriétaires pour gérer un immeuble ou un groupe d'immeubles.

« **Guichet Unique de Traitement des Commandes** » : désigne le point de contact chez l'OI et chez l'Opérateur en charge respectivement du traitement des commandes et de l'émission des commandes.

« **Guichet Unique SAV** » : désigne le point de contact chez l'OI et chez l'Opérateur en charge de la gestion des opérations de maintenance, qu'elles soient curatives ou préventives et qu'elles soient au moment du déploiement ou de l'exploitation du réseau.

« **GTR 10 heures HO** » : Prestation de maintenance avec garantie de temps de rétablissement de dix heures, applicable du lundi au samedi inclus, de 8h00 à 18h00 (heures ouvrables) hors jours fériés ou chômés.

« **Immeuble** » : désigne tout immeuble devant faire l'objet d'un déploiement d'Infrastructure et pour lequel l'OI a signé ou non une Convention Immeuble.

« **Incident(s)** » : désigne toute interruption totale ou altération de la continuité optique (au sens des « Stas ») de la PTO au Point de Mutualisation signalée auprès du Guichet Unique SAV et prélocalisée au sein de l'Infrastructure par l'Opérateur Commercial. L'interruption totale est qualifiée d'Incident Majeur et l'altération de la continuité est qualifiée d'Incident Mineur.

« **Informations Confidentielles** » : désigne l'existence et contenu du Contrat et plus généralement toutes informations liées au Contrat, de quelque nature que ce soit, quels que soient leurs supports et modes de communication ou le moment de leur remise, qu'elles soient transmises directement par l'une des Parties ou l'un de ses partenaires dans le cadre du Contrat, relatives à l'une des Parties, à son savoir-faire technique et commercial, ses méthodologies, sa documentation, ses installations, la technologie qu'elle utilise, ses ressources, ses clients, sous-traitants et fournisseurs, et plus particulièrement toutes les informations communiquées par l'une des Parties ainsi que les informations figurant sur un support revêtu de la mention « Confidentiel » ou toute autre mention ayant pour effet de conférer un caractère confidentiel au document concerné. Par principe, même non marquées du sceau « confidentiel », les informations de toute nature, quel qu'en soit le support, dans le cadre de la présente Convention Cadre, des Conventions de Déploiement et des Commandes, doivent être considérées comme confidentielles, sauf exceptions listées ci-dessous :

Ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles au titre du Contrat les informations



- (i) entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou postérieurement à celle-ci, sans qu'une obligation du Contrat n'ait été violée,
- (ii) publiées, sans qu'une telle publication ne constitue une violation du Contrat,
- (iii) dont la divulgation résulte de l'application d'une disposition légale impérative, ou d'une décision impérative émanant d'une juridiction compétente ou d'une autorité gouvernementale ou
- (iv) divulguées après accord préalable écrit de l'autre Partie.

« **IRU** » : désigne le droit d'usage à long terme concédé (« *Indefeasible rights of use* » en anglais) par l'OI au Cofinancier conformément aux stipulations du Contrat. L'attribution d'un IRU emporte automatiquement le transfert des risques associés aux Lignes et notamment les risques de perte, dommage, obsolescence, dégradation ou indisponibilité causée par des tiers.

« **Informations Préalables** » : désigne l'ensemble des informations mises à disposition par l'OI auprès des Opérateurs Commerciaux afin de leur communiquer les informations relatives au déploiement des Infrastructures et leurs caractéristiques.

« **Infrastructure** » : désigne l'ensemble des équipements techniques compris depuis le Point de Mutualisation inclus jusqu'aux Prises Terminales Optiques incluses de l'Immeuble déployées à l'intérieur ou à l'extérieur de celui-ci par l'OI.

« **Jours et heures ouverts** » : du Lundi au Vendredi de 08h00 à 18h00, hors jours fériés ou chômés au sens du calendrier français.

« **Jours et heures ouvrables** » : du Lundi au Samedi de 08h00 à 18h00, hors jours fériés ou chômés au sens du calendrier français.

« **Ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique** » ou « **Ligne** » : désigne une liaison passive constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques depuis un Point de Mutualisation jusqu'à un Point de Terminaison Optique et permettant de desservir un Client Final.

« **Ligne FTTE** » : désigne une liaison point à point par Fibre Optique et consacrée à la desserte du Local d'un Client Final Entreprise depuis un Point de Mutualisation Extérieur mis à disposition l'OI. La mise à disposition d'une Ligne FTTE est associée à une GTR de 4 heures selon les modalités définies au sein d'un avenant spécifique « FTTE » et complémentaire au présent Contrat.

« **Local** » ou « **Prise** » ou « **Logement** » : désigne tout local d'un Immeuble à usage d'habitation, à usage commercial professionnel ou à usage mixte.

« **Logement Raccordable** » : désigne tout « **Logement** » ou « **Local** » ou « **Prise** » accessible par un « Point de Branchement Optique » ou « PBO ». Un logement est considéré raccordable à partir du moment où le Point de Branchement Optique, dernier dispositif technique avant le raccordement individuel, est mis en place.

« **Malfaçon** » : tout manquement ou non-conformité au présent Contrat et/ou aux STAS de l'OI imputable à un Opérateur Commercial.

« **Offre de Référence** » : ensemble de documents décrivant succinctement ou complètement l'offre de mutualisation des accès optiques.

« **Opérateur d’Immeuble** » : désigne XpFibre 92 ou tout autre opérateur lorsqu’il est chargé de l’établissement ou de la gestion d’une Infrastructure dans un Immeuble, dans le cadre d’une Convention Immeuble.

« **Opérateur Commercial (OC)** » : désigne un Opérateur FTTH signataire du présent Contrat et qui commercialise des services très haut débit FTTH dans les Immeubles FTTH et/ou Locaux FTTH desservis par l’Opérateur d’Immeuble.

« **Opérateur FTTH** » : Toute personne physique ou morale au sens de l’article L 33-1 du CPCE exploitant un réseau de communications électroniques très haut débit FTTH ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques très haut débit FTTH.

« **Ouverture Commerciale** » : désigne la date à laquelle l’Opérateur Commercial peut proposer, s’il est Cofinancier, des services de communications électroniques à ses Clients Finaux via l’Infrastructure et en conséquence procéder à une(des) commande(s) de Raccordement Palier. Cette date est communiquée par l’OI dans les « Fichier » ou « Fichier IPE ».

« **Pavillon** » : désigne une adresse associée à un immeuble uni-propiétaire et mono-logement pour laquelle il n’est pas nécessaire de signer une Convention Immeuble.

« **Poches de Basse Densité ou PBD** » : ensemble des IRIS de la Zone Très Dense couverts selon une architecture type zones moins denses, en points de mutualisation avec des zones arrière complètes et cohérentes rassemblant au minimum 300 logements ou locaux à usage professionnel. La liste des IRIS des Poches de Basse Densité est définie dans la recommandation ARCEP du 14 juin 2011 et publiée sur le site de l’ARCEP.

« **Poches de Haute Densité ou PHD** » : Ensemble des IRIS de la Zone Très Dense qui ne sont pas classés en Poches Basse Densité régies par la recommandation ARCEP du 21 Janvier 2014 et publiée sur le site de l’ARCEP.

« **Point de Branchement Optique** » ou « **PBO** » : désigne l’équipement situé en étage ou en extérieur permettant le raccordement ou le branchement de chaque Client Final au Câblage Vertical implanté dans l’Immeuble.

« **Point de Mutualisation** » : désigne le point d’accès de l’Infrastructure mis à la disposition des Opérateurs Commerciaux par l’OI en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l’article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques. Il se compose d’un ou plusieurs Câblage(s) Verticau(x) et éventuellement d’un Dispositif de Brassage des Lignes.

« **Point de Mutualisation Intérieur** » ou « **PMI** » : désigne un Point de Mutualisation lorsque le Dispositif de Brassage des Lignes est situé à l’intérieur d’un Immeuble. Par opposition au PME.

« **Point de Mutualisation Extérieur** » ou « **PME** » : désigne un Point de Mutualisation lorsque le Dispositif de Brassage des Lignes est situé à l’extérieur d’un Immeuble. Par opposition au PMI.

« **Point de Terminaison Optique** » ou « **PTO** » : désigne la limite de séparation entre l’Infrastructure et l’installation privative du Client Final matérialisée par une prise optique dans le Local du Client Final.

« **Proposition** » : désigne le document envoyé à l’OI par un Opérateur FTTH en réponse à la Consultation publiée par l’OI.

« **Raccordement Palier** » : désigne l'ensemble des opérations techniques permettant d'établir une liaison optique entre le Point de Branchement Optique et le Point de Terminaison Optique situé dans le Local. Cela peut concerner des raccordements à des PBO installés à l'extérieur ou à l'intérieur de l'Immeuble.

« **Raccordement du Local FTTH** » : ensemble des opérations techniques permettant d'établir une liaison optique entre le réseau d'un Opérateur Commercial et le PTO du Local FTTH. Cela inclut la construction d'un Câblage Client Final si celui-ci n'existe pas et le Brassage au PM.

« **Raccordement du Point de Mutualisation** » : désigne l'ensemble des opérations techniques permettant de relier le Point de Mutualisation au réseau FTTH d'un Opérateur Commercial.

« **Reversement** » : désigne les montants reversés à l'Opérateur Commercial lors de l'arrivée d'un nouveau Cofinanceur et du recalcul de sa participation financière au déploiement du Câblage Vertical.

« **Société Affiliée** » : désigne (i) toute société dont l'une des Parties détient ou détiendra, directement ou indirectement, le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, ou (ii) toute société qui détient ou détiendra, directement ou indirectement, le contrôle de l'une des Parties au sens dudit article, ou encore (iii) toute société dont le contrôle est ou sera détenu, directement ou indirectement, par une société telle que visée au paragraphe (ii) ci-dessus.

« **Sous-traitant** » : désigne tout prestataire de service avec lequel l'Opérateur Commercial a conclu un contrat d'entreprise en vue de lui faire réaliser tout ou partie des interventions incombant à l'Opérateur Commercial, dans les limites et conditions prévues au présent Contrat et aux STAS.

« **STAS** » : Spécifications Techniques d'Accès au Service

« **Travaux Exceptionnels** » : ensemble des travaux et/ou Prestations réalisés par l'OI en dehors du périmètre de la maintenance tel que décrit au sein de l'annexe 2. L'étendue et les modalités de réalisation de ces travaux seront déterminées par l'OI qui en informera préalablement les Opérateurs Cofinanceurs en leur fournissant un devis estimatif ainsi que le montant de la quote-part qui leur reviendra de régler. Le montant de ces travaux ne sera pas imputé dans le Plafond d'Engagement de Dépense par commune des Opérateurs Cofinanceurs. L'OI exposera aux Opérateurs Cofinanceurs lors des comités de suivi les différentes diligences qu'il aura réalisées ou qu'il projette d'effectuer.

« **Zone Arrière** » : Cette expression désigne l'ensemble des Logements qui sont ou seront raccordables à un Point de Mutualisation.

« **Zones très denses** » : désigne les communes dont la liste figure en annexe I de la Décision ARCEP 2013-1475 du 10 décembre 2013.

## Article 2           Objet du contrat

La présente Convention Cadre constitue une offre couvrant le réseau exploité par XpFibre 92. En outre, l'Offre de Référence publique permet d'assurer un traitement non-discriminatoire entre les différents opérateurs commerciaux.

La présente Convention Cadre fixe les différentes modalités :

- (i) de construction, de maintenance et de gestion des Infrastructures pouvant être mises en place dans les Immeubles par l'OI dans le cadre d'une Consultation,
- (ii) de mise à disposition de l'Opérateur Commercial du Câblage Vertical et des Raccordements Palier,
- (iii) d'utilisation par l'Opérateur Commercial de l'Infrastructure en vue de fournir un service de communications électroniques à ses Clients Finaux.

Elle n'a pas pour objet de définir, pour chaque Immeuble faisant l'objet d'un raccordement par l'OI, les modalités de construction et de mutualisation du Câblage Vertical. Celles-ci seront définies spécifiquement, en conformité avec les stipulations de la présente Convention Cadre, dans chaque Convention de Déploiement conclue par l'OI avec l'Opérateur Commercial soit à la suite d'une Consultation fructueuse à laquelle ce dernier aura participé et répondu favorablement, soit à la suite d'une demande d'accès de l'Opérateur Commercial. Cette demande d'accès pourra porter sur une commune entière.

Il est expressément entendu entre les Parties que la conclusion de la présente Convention Cadre ne constitue en aucun cas une obligation pour l'OI de construire des Câblages Verticaux ni pour l'Opérateur Commercial de participer au financement *ab initio* desdits Câblages Verticaux.

Seul le lancement d'une Consultation par l'OI suivi d'une réponse conforme par l'Opérateur Commercial et d'un engagement de celui-ci à participer au financement *ab initio* constitue une obligation de construction pour l'OI et d'achat pour l'Opérateur Commercial dans les conditions et limites définies par la Convention de Déploiement.

## Article 3           Périmètre

L'OI déploie et exploite un réseau à très haut débit sur des communes situées en Zones Très Denses.

Ces déploiements sont constitués des déploiements verticaux allant des Points de Mutualisation Intérieur ou Extérieur jusqu'aux PTO en fibre optique. L'OI effectuera les déploiements verticaux en fibre optique dans le cadre d'une Consultation conformément à l'Offre de Référence et la présente Convention Cadre sera applicable.

La Convention Cadre est donc applicable sur l'ensemble des communes situées en Zones Très Denses.

Par ailleurs, la présente Convention cadre s'applique à toute souscription de cofinancement passée par l'Opérateur Commercial à compter de son entrée en vigueur. Par ailleurs, toute convention ayant pour objet l'accès et le déploiement des infrastructures, signée préalablement par l'Opérateur Commercial avec un tiers et transférée à l'OI est annulée et remplacée par la présente Convention cadre.

## **Article 4            Modalités de participation au déploiement des infrastructures**

L'Opérateur Commercial pourra raccorder un Point de Mutualisation à son réseau, dans le cadre des présentes, dès lors qu'il a participé au cofinancement ou souscrit une offre d'accès de la (des) Infrastructures raccordée(s) au Point de Mutualisation en cause. Cet accès pourra se faire :

- (i) dans le cadre d'une Consultation par un financement *ab initio*,
- (ii) dans le cadre de l'intégration d'une Consultation après la date de remise des Propositions par un financement mixte : *ab initio* pour les Immeubles restant à déployer et *a posteriori* pour les Immeubles déjà déployés,
- (iii) dans le cadre d'une offre de location à la Ligne FTTH.

### Article 4.1        Consultation

#### *Article 4.1.1    Objet de la consultation*

La Consultation a pour objet d'informer les opérateurs mentionnés dans la liste prévue à l'article R 9-2 du Code des Postes et Communications Electroniques et tenue à jour par l'ARCEP de l'intention de l'OI de déployer des PM et des Câblages FTTH sur une commune afin d'identifier les opérateurs souhaitant participer à leur cofinancement ainsi que le cas échéant, au parc de PM et de Câblages FTTH existant, déjà installés ou en cours de finalisation par l'OI. Elle permet en outre d'identifier les Opérateurs Cofinanceurs souhaitant bénéficier d'une Fibre Optique Dédinée ou d'une Fibre Optique Partagée au sein du Câblage FTTH déployé.

A cet effet, l'OI publie une Consultation à destination des opérateurs en l'envoyant par courriel et par courrier postal (LRAR).

Si le plafond de l'Engagement d'Investissement des Cofinanceurs n'a pas été atteint à la fin de la période d'engagement telle que définie dans la Convention de Déploiement, l'OI pourra proposer d'allonger la durée d'engagement du Cofinanceur qui l'accepte sauf refus motivé du Cofinanceur notifié à l'OI au plus tard 15 jours après réception du courrier de l'OI notifiant au Cofinanceur, l'intention de l'OI de prolonger la période d'engagement pour la durée telle que définie dans ledit courrier.

#### *Article 4.1.2    Contenu de la consultation*

La Consultation mentionne au moins les éléments suivants :

- le périmètre géographique de la Consultation pour une ou plusieurs communes ;
- le montant du plafond total de l'Engagement d'Investissement par commune dans laquelle l'OI déploie des Infrastructures, hors coût du Raccordement Client Final. Ce plafond permet de déterminer en fonction du nombre d'Opérateurs Cofinanceurs intéressés, le montant du

plafond d'Engagement d'Investissement par commune exigible pour chaque Opérateur Cofinancier ;

- la durée d'engagement pour laquelle le montant plafond d'Engagement d'Investissement s'applique, concernant l'accès aux nouveaux PM et Câblages FTTH équipés par l'OI ;
- l'adresse de la page internet dédiée de l'OI où l'Opérateur peut accéder à la Consultation ;
- la date limite de réponse à la Consultation.

Sauf mention contraire dans la Consultation, les opérateurs ont trente (30) jours calendaires pour répondre à la Consultation à compter de sa date de publication sur la page Internet dédiée de l'OI.

#### *Article 4.1.3 Proposition de l'Opérateur commercial*

Si l'Opérateur Commercial souhaite participer au cofinancement, il transmet, sur la base du modèle joint en annexe 11, un formulaire d'adhésion à l'OI selon les modalités précisées dans la Consultation.

Toute réponse incomplète pourra être considérée comme irrecevable par l'OI. Toutefois, l'OI pourra demander aux opérateurs ayant remis un formulaire d'adhésion incomplet de le compléter dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de l'envoi de la demande.

Si la Consultation concerne plusieurs communes, au sens de son code INSEE, l'Opérateur Commercial pourra renseigner un seul formulaire d'adhésion pour l'ensemble des communes dès lors que chaque commune fait l'objet d'un Engagement d'Investissement spécifique.

Pour chacune des communes pour lesquelles l'Opérateur est intéressé par un Cofinancement *ab initio* dans le périmètre de la Consultation, le formulaire d'adhésion de l'Opérateur Commercial en réponse à la Consultation l'engage sur le cofinancement de l'intégralité des Infrastructures déployées par l'OI dans le périmètre de la Consultation.

Le formulaire d'adhésion sera rédigé selon la forme définie dans la Consultation et devra, en tout état de cause, comporter obligatoirement l'ensemble des éléments suivants :

- Les modalités de déploiement de l'Infrastructure souhaitées par l'Opérateur Commercial pour chaque commune : Fibre Optique Dédinée (hors PM Extérieurs) ou Partagée, espace d'hébergement dédié ;
- Le montant du plafond total de l'Engagement d'Investissement par commune et ;
- La mention de l'interlocuteur (personne physique) désigné par l'Opérateur Commercial pour le suivi de la Consultation.

Si l'Opérateur Commercial souhaite une Fibre Optique Dédinée, il doit préciser s'il souhaite une livraison sur fibre nue ou une livraison sur connecteur.

Le formulaire d'adhésion sera remis en mains propres contre récépissé ou envoyée à XpFibre 92 par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les délais mentionnés à la Consultation, à l'adresse ci-dessous :

XPFIBRE 92  
Immeuble Crisco Uno  
3-5-7 Avenue de la Cristallerie  
92310 Sèvres

Le formulaire d'adhésion transmis par l'Opérateur Commercial l'engage fermement et irrévocablement pour la période mentionnée à la Consultation à compter de sa date de signature, jusqu'à hauteur du montant plafond de l'Engagement d'Investissement exigible par commune, qui sera déterminé sur la base du montant plafond d'Engagement d'Investissement total par commune en fonction du nombre total d'Opérateurs Cofinanceurs et suivant les modalités techniques y mentionnés. L'Engagement d'Investissement porte sur toutes les Infrastructures dont la mise à disposition est effective avant la fin de la période d'Engagement dans la limite du plafond de l'Engagement d'Investissement (ces Infrastructures sont indiquées dans le Fichier IPE avec le statut « En cours de déploiement » ou « Déployé ») dans le dernier IPE reçu par l'Opérateur Commercial précédent la fin de la période d'engagement.

Si le plafond de l'Engagement d'Investissement est atteint avant la fin de la période d'engagement, l'OI ne pourra demander à l'Opérateur Commercial le cofinancement des Infrastructures qui excéderait ce plafond, sauf accord express entre les Parties, comme prévu notamment dans les conditions de l'article 4-1-1 de la présente Convention Cadre.

Il est expressément entendu que cette durée d'engagement ne peut être supérieure à trois (3) ans et qu'à défaut de spécification dans la Consultation, elle sera d'un (1) an, sous réserve d'une éventuelle prorogation décidée conformément aux stipulations de l'article 4.1 ci-dessus.

#### *Article 4.1.4 Conclusion de la Consultation*

Dès lors que l'Opérateur Commercial a transmis une Proposition, l'OI l'informera de l'acceptation ou du rejet de celle-ci, en cas de non-conformité, et des raisons de ce rejet, ainsi que du montant du plafond de l'Engagement d'Investissement par commune.

Si les opérateurs participant à la Consultation ont retenu des modes de déploiement compatibles entre eux, l'OI retiendra les modalités de déploiement demandées par ceux-ci.

S'il s'avère que les participants ont retenu des modes de déploiement incompatibles entre eux ou avec les différentes modalités de déploiement proposées par l'OI, l'OI déploiera selon les modalités suivantes :

- S'il s'agit du déploiement d'un PMI :
  - dans le cas où seul un opérateur demande le déploiement d'une Fibre Optique Dédinée, l'OI déploiera l'Infrastructure en bifibre. Elle attribuera la Fibre Optique Dédinée disponible à l'opérateur en ayant fait la demande et mutualisera avec les autres opérateurs la deuxième fibre, en tant que Fibre Optique Partagée.
  - dans le cas où aucun opérateur ne demande le déploiement de Fibre Optique Dédinée, l'OI pourra librement décider de déployer en bifibre ou en monofibre. L'OI informera les participants des modalités de déploiement retenues en leur transmettant la Convention de Déploiement dont un modèle figure en annexe 12 pré remplie et à signer.
- S'il s'agit du déploiement d'un PME en Poche de Haute Densité, l'OI déploiera en monofibre.
- S'il s'agit du déploiement d'un PME en Poche de Basse Densité, l'OI déploiera en monofibre.

L'Opérateur Commercial aura alors un délai de quinze (15) Jours Ouvrés pour retourner la Convention de Déploiement signée à l'OI.

En l'absence de retour de la Convention de Déploiement dans le délai susmentionné, l'OI mettra en demeure l'Opérateur Commercial de retourner ladite convention signée sous 10 Jours Ouvrés. Passé ce délai, la participation de l'Opérateur Commercial à la Consultation sera considérée comme caduque.

Si aucun opérateur n'a fait de Proposition conforme ou qu'à l'issue du délai de mise en demeure aucun participant n'a retourné les Conventions de Déploiement de Câblages FTTH signées, l'OI aura toute liberté pour déployer les Infrastructures et choisir unilatéralement les modalités de déploiement y afférentes.

Dès lors qu'à l'occasion d'une nouvelle consultation les conditions techniques changent, l'OI fera ses meilleurs efforts pour que ledit changement de technologie soit pris en compte notamment en ce qui concerne les Immeubles dont les études et/ou la construction ont déjà été engagées sur la base de l'ancienne solution technique.

Dans le cas où il s'agit de passer d'une solution monofibre à une solution multifibre, le ou les opérateurs qui auront opté pour une Fibre Optique dédiée, seront cofinanceurs dès les premiers Immeubles livrés en multifibre. S'agissant des Immeubles encore livrés en monofibre et dont la construction aura démarré dans l'ancienne consultation, ils seront cofinancés uniquement par les cofinanceurs de l'ancienne consultation en question.

S'il s'agit de passer d'une solution multifibre à monofibre, le ou les opérateurs qui auront décidé de ne plus cofinancer la Fibre Optique Dédinée seront toutefois toujours tenus de cofinancer les Immeubles dont la construction en multifibre aura démarré dans la cadre de l'ancienne consultation concernée (c'est-à-dire les immeubles qui sont indiqué « En cours de déploiement » ou « Déployé » dans le dernier Fichier IPE précédent la date de fin de l'ancienne consultation). En revanche, ces derniers ne seront pas cofinanceurs des Immeubles monofibres construits sur la base de la nouvelle Consultation.

#### Article 4.2 Consultation par lot en Zone arrière de PME

La décision n°2015-0776 de l'ARCEP du 2 juillet 2015 prévoit qu'une consultation de lot doit avoir lieu avant tout déploiement de Point de Mutualisation Extérieur. La consultation de lot a pour objectif de permettre aux communes et aux collectivités d'avoir une vision sur les déploiements sur leur territoire et aux opérateurs commerciaux de faire part de leurs besoins.

La consultation de lot est envoyée à la liste des destinataires suivants :

- les opérateurs présents sur la liste prévue par l'article R. 9-2 du CPCE ;
- les opérateurs d'immeuble inscrits sur la liste des opérateurs d'immeuble qui déploient ou prévoient de déployer un réseau à très haut débit en fibre optique sur le territoire concerné au regard de la zone déclarée auprès de l'ARCEP ;
- la ou les communes desservies par la zone arrière du point de mutualisation ;
- la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales portant un schéma directeur territorial d'aménagement numérique tel que défini à l'article L. 1425-2 du CGCT lorsque celui-ci existe ;
- le cas échéant, le groupement de collectivités compétent selon l'article L. 1425-1 du CGCT ;
- la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales compétent pour délivrer les autorisations d'occupation domaniale nécessaires aux déploiements programmés ;



- et l'ARCEP.

La consultation préalable est émise par lots correspondant à des Zones Arrière d'un ou plusieurs points de mutualisation.

L'OI transmettra le dossier de consultation en pièce jointe au message ; il est aussi possible d'indiquer dans le courrier d'accompagnement comment récupérer le dossier de consultation lorsque celui-ci est trop lourd.

L'Opérateur est informé de la consultation en Zone(s) Arrière de PME par courrier électronique avec demande d'avis de réception, conformément au protocole de Consultation de lot en vigueur du groupe Interop'Fibre.

La consultation se présentera sous la forme d'un dossier de consultation composé de fichiers de données (.csv) et cartographiques, accompagnés d'un courrier d'accompagnement précisant :

- le périmètre géographique (ZTD) dans l'objet du courrier électronique ;
- le type de consultation (initiale ou republication) ;
- la référence de consultation ;
- le mode de récupération des fichiers s'ils ne sont directement joints au courrier ;
- les dates de début de consultation et de fin de la consultation.

La date limite de réponse à la consultation en Zone(s) Arrière de PME est postérieure d'au moins trente (30) jours calendaires à la date d'envoi de la consultation en Zone(s) Arrière de PM. Le découpage géographique comporte :

- la partition prévisionnelle du Lot en Zone(s) Arrière de PME ;
- le contour des communes concernées par la consultation de lot ;
- la position prévisionnelle des PME ;
- et éventuellement le contour du lot.

Le découpage géographique est fourni sous la forme de fichiers cartographiques et est complété d'un fichier CSV qui précise :

- l'adresse et les coordonnées de chaque PME ainsi qu'une référence définitive permettant ultérieurement de commander l'accès à ce PME et aux lignes qu'il regroupe ;
- les caractéristiques techniques et les modalités de raccordement de chaque PME ;
- la date prévisionnelle d'installation du PME ;
- les adresses de l'ensemble des Immeubles et Pavillons desservis par le point de mutualisation et de ceux susceptibles de l'être (en vue d'une complétude sur la zone), ainsi que le nombre de logements ou locaux à usage professionnel correspondants.

Toute réponse à la consultation doit parvenir à l'OI au plus tard le jour de la date limite de réponse à la consultation indiqué dans le courrier électronique envoyé à l'Opérateur.

L'Opérateur Commercial répond à l'OI par courrier électronique avec demande d'avis de réception à l'adresse indiquée dans le courrier d'accompagnement de la consultation.

L'Opérateur Commercial supporte le risque inhérent aux aléas qui accompagnent tout envoi électronique.

À la suite de la consultation et conformément aux spécifications du groupe Interop'Fibre, l'OI pourra procéder à une mise à jour :

- de la position prévisionnelle des PM ;
- de la partition du lot en Zone(s) Arrière de PM.

Dans ce cas, une nouvelle version de la partition du lot en Zone(s) arrière de PM est renvoyée par voie électronique dans les mêmes conditions que prévues pour la consultation initiale.

#### Article 4.4 Cofinancement a posteriori

L'Opérateur Commercial peut demander à participer au cofinancement des Infrastructures sur une commune même s'il n'a pas participé à la Consultation s'y rapportant sous réserve qu'il n'y ait pas de Consultation en cours sur la commune.

Dans ce cas, il fait une demande d'accès à l'ensemble des Infrastructures existantes et à déployer dans le périmètre de la dernière Consultation en date à l'OI mentionnant s'il souhaite une Fibre Optique Dédinée ou une Fibre Optique partagée.

En réponse, l'OI lui transmet les éléments suivants : les modalités de déploiement, le montant correspondant au cofinancement *a posteriori* des Infrastructures déjà déployées sur la commune dans le cadre du périmètre de la Consultation en fonction des modalités de déploiement choisies par l'Opérateur Commercial, le montant de l'Engagement d'Investissement et la Convention de Déploiement préremplie.

Il est expressément entendu que la demande d'accès *a posteriori* de l'Opérateur Commercial ne pourra en aucun cas avoir pour effet de modifier les modalités de déploiement définies dans le cadre de la Consultation. En outre, dans le cas où l'Opérateur Commercial demande une Fibre Optique Dédinée et que le Câblage FTTH ne dispose plus de Fibre Optique Dédinée disponible, sa demande sera traitée sur la base de la mutualisation de la Fibre Optique Partagée.

Les conditions financières telles que définies à l'annexe 4 de la présente Convention Cadre seront alors applicables au cofinancement des Infrastructures sur une commune par cet Opérateur Commercial, notamment la nouvelle clé de cofinancement *a posteriori*.

#### Article 4.5 Offre accès à la Ligne FTTH

L'offre d'accès à la Ligne FTTH consiste à mettre à disposition de l'Opérateur Commercial une ou plusieurs Ligne(s) FTTH afin de permettre à des Clients Finaux de disposer de services de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sans aucun engagement de volume ou de durée de la part de l'Opérateur Commercial.

Afin de bénéficier de l'offre d'accès à la Ligne FTTH, l'Opérateur Commercial doit souscrire un accès au PM sur lequel est rattachée la Ligne FTTH qu'il souhaite utiliser. La prestation d'accès à la Ligne FTTH s'entend uniquement de la mise à disposition des équipements passifs qui la composent.

#### Article 4.6      Offre d'accès unitaire au PM

La mutualisation des Infrastructures de réseau FTTH au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH s'accompagne d'un accès au PM. Dans un PM, l'Opérateur d'Immeuble met à la disposition de l'Opérateur Commercial un ou plusieurs emplacement(s) permettant d'accueillir un équipement actif ou un équipement passif.

L'Opérateur Commercial gère directement et à ses frais l'installation, l'exploitation, la maintenance de ses équipements et le paiement de l'électricité afférente à ces derniers, le cas échéant.

L'Opérateur Commercial est responsable du respect des normes par ses équipements (bruit et électricité) et procède à ses frais à tous les contrôles nécessaires, dans le respect des règles en vigueur.

##### **Commande d'accès unitaire au PM**

La commande d'accès unitaire au PM n'est utilisée que pour l'offre d'accès à la Ligne FTTH.

L'Opérateur Commercial a la faculté de commander un accès unitaire à un PM. Au titre de cette Commande, l'Opérateur d'Immeuble n'autorise que les demandes d'hébergement d'Équipements passifs au PM.

Les Commandes de l'Opérateur Commercial sont traitées selon les délais et processus précisés à l'article 10 de la Convention.

##### **Mise à disposition de l'accès au PM**

L'Opérateur d'Immeuble envoie à l'Opérateur Commercial un avis de mise à disposition du PM (CR MAD PM) lorsqu'un Emplacement est mis à disposition de l'Opérateur Commercial au sein d'un PM. L'Opérateur Commercial peut alors installer dans l'Emplacement :

- Des Équipements passifs ;
- Des Équipements actifs si l'Opérateur Commercial dispose d'un accès au PM pour héberger des Équipements actifs ;
- Un câble en fibres optiques en provenance de son réseau FTTH ou un Raccordement distant le cas échéant.

L'Opérateur Commercial s'engage à respecter les Emplacements et ressources qui lui sont attribués par l'OI qui sont notifiés dans l'avis de mise à disposition du PM et dans les conditions de l'annexe 4.

#### **Article 5            Documents contractuels**

La Convention Cadre sert de cadre à la passation des Conventions de Déploiement des Infrastructures. L'ensemble de la relation contractuelle entre les Parties est donc régi par les documents contractuels suivants présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante et constituant ensemble le « Contrat » :

1. La Convention Cadre constituée du présent document et de ses annexes listées en article « Liste des annexes » ;
2. La (les) Conventions de Déploiement des Infrastructures et ses (leurs) annexes ;
3. Les Commandes passées par l'Opérateur Commercial.

En cas de contradiction entre les documents contractuels, le document de rang hiérarchique supérieur prévaudra. En cas de contradiction entre un document et ses annexes, le document prévaudra sur les annexes.

## **Article 6            Durée de la convention**

La Convention Cadre prend effet à sa date de signature par la dernière des Parties et prend fin concomitamment au terme du dernier IRU concédé à l'Opérateur Commercial conformément aux présentes ou au jour de la prise d'effet de la résiliation en application de l'article « Résiliation » par l'une des Parties.

## **Article 7            Convention de déploiement**

Lorsque l'OI envisage de procéder au déploiement des Infrastructures les Immeubles d'une commune, il procède à une Consultation afin de connaître les opérateurs intéressés par le Cofinancement *ab initio* des déploiements.

Dès lors que l'Opérateur Commercial répond à la Consultation, il s'engage sur un Engagement d'Investissement et sur des modalités techniques de déploiement pour la commune en question. Celui-ci est alors irrévocablement engagé sur la base de ce formulaire d'adhésion.

Si la Consultation est fructueuse, elle donnera lieu à la signature par les Parties d'une Convention de Déploiement qui précisera (i) les modalités techniques de déploiement des Infrastructures, de mutualisation des Câblages FTTH et des Raccordements Client Final sur la commune, (ii) l'Engagement d'Investissement de l'Opérateur Commercial sur ladite commune pour une période donnée ne pouvant être supérieur à trois (3) ans.

## **Article 8            IRU concédés sur les lignes**

### Article 8.1            IRU concédés sur les Lignes

Quelles que soient les modalités spécifiques de déploiement des Infrastructures retenues par les Parties dans le cadre de la Convention de Déploiement, l'OI concède à l'Opérateur Commercial, en contrepartie du paiement du prix défini dans la présente Convention Cadre, un droit d'usage de long terme ou IRU sur les Lignes des Infrastructures cofinancées par l'Opérateur Commercial.

Cet IRU permet à l'Opérateur Commercial d'avoir accès à l'Infrastructure, de raccorder son réseau au Point de Mutualisation et ainsi de desservir un Client Final via un Raccordement Client Final.

En application de l'IRU, l'Opérateur Commercial aura accès soit à une Fibre Partagée, soit à une Fibre Dédiée si l'Opérateur Commercial a souscrit au cofinancement d'une telle Fibre.

### *Article 8.1.1 IRU concédé sur les fibres optiques dans le Câblage FTTH*

L'IRU sur une fibre optique par Local du Câblage FTTH sera concédé au Cofinanceur au jour de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation dans le cas de PMI et au jour de l'Avis de Mise à disposition des Points de Branchement Optique desservant les Logements Raccordables dans le cas de PME.

Si le Cofinanceur bénéficie d'une Fibre Optique Partagée, l'OI concède un IRU non exclusif sur chaque Fibre Optique Partagée au sein du Câblage FTTH desservant chacun des Locaux.

Si le Cofinanceur bénéficie d'une Fibre Optique Dédinée, l'OI concède un IRU exclusif sur chaque Fibre Optique Dédinée au sein du Câblage FTTH desservant chacun des Locaux. En aucun cas un IRU ne sera attribué à chaque Cofinanceur sur plus d'une Fibre Optique Dédinée par Local, quel que soit le nombre de Cofinanceurs.

### *Article 8-1-2 IRU concédé sur les fibres optiques dans les Raccordements Client Final*

L'OI concède à l'Opérateur Commercial Cofinanceur, en contrepartie du paiement du prix défini dans la Convention de Déploiement, un IRU, sur une fibre optique dans le Raccordement Client Final en continuité avec la fibre optique dans le Câblage FTTH.

Si l'Opérateur Commercial bénéficie d'une Fibre Optique Partagée, l'OI concède un IRU non exclusif de la Fibre Optique Partagée au sein du Raccordement Client Final. Si l'Opérateur Commercial bénéficie d'une Fibre Optique Dédinée, l'OI concède un IRU exclusif de ladite Fibre Optique Dédinée au sein du Raccordement Client Final.

### *Article 8.2 Portée des IRU concédés*

Il est expressément entendu entre les Parties que les IRU concédés par l'OI en contrepartie du paiement d'un prix constituent un droit temporaire. En aucun cas ces IRU n'opèrent un quelconque démembrement de la propriété des Infrastructures ou droit de propriété sur les Infrastructures au profit de l'Opérateur Commercial ni même un droit d'accès au réseau de l'OI autre que celui aux Infrastructures.

En conséquence, quelle que soit l'entité ayant réalisé le Raccordement Client Final pour raccorder un Client Final dans un Immeuble, celui-ci est et reste la propriété de l'OI.

A ce titre, les Parties confirment par les présentes que l'OI ne sera en aucun cas tenue à une quelconque indemnisation liée au remplacement des fibres optiques dès lors qu'aucune faute ne sera démontrée à son encontre.

Dès lors, toute usure, à l'exception des cas couverts par les Prestations de Maintenance telles que définies à l'article 14 du présent Contrat, ou obsolescence des Lignes ou tout évènement telle que la fin anticipée de la Convention Immeuble n'ouvriront pas droit à une quelconque indemnisation par l'OI.

En outre, les contreparties financières versées à l'OI en rémunération des IRU ainsi concédés sont définitivement acquises à l'OI et ne pourront donner lieu à restitution partielle ou globale pour quelque cause que ce soit ou survenance d'évènement d'aucune sorte.

A compter de la concession de l'IRU sur les fibres optiques, l'Opérateur Commercial aura librement le droit de les exploiter, les utiliser ou les louer, conformément aux termes de la présente Convention Cadre et de la Convention de Déploiement concernée sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures dont il est redevable.

Il est entendu que l'Opérateur Commercial reste entièrement responsable de l'utilisation qui sera faite des fibres optiques par l'opérateur en cause.

L'Opérateur Commercial s'engage à faire un usage des Lignes et fibres optiques, sur lesquelles il détient un IRU, conforme à leur destination, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation des Lignes et fibres optiques déployées dans les Immeubles, ni porter atteinte à la confidentialité et à l'intimité de toute communication acheminée par ces Lignes ou provoquer des perturbations, ou dommages pour les employés, les Affiliés ou les sociétés liées à l'OI ou tout autre utilisateur, propriétaire ou Opérateur Commercial des lignes.

En particulier, l'Opérateur Commercial veillera à mettre en œuvre des équipements conformes aux réglementations et normes impératives en vigueur.

L'Opérateur Commercial supportera la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé en amont du Point de Mutualisation et en aval du PTO.

### Article 8.3      *Durée des IRU concédés*

Les IRU concédés dans le cadre des présentes seront accordés par l'OI pour une durée de quinze (15) ans à compter de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation dans le cas de PMI et au jour de l'Avis de Mise à disposition des Points de Branchements Optiques desservant les Logements Raccordables dans le cas de PME et ce quelle que soit la date de commande du Raccordement Immeuble ou de raccordement effectif du Point de Mutualisation par l'Opérateur Commercial, y compris si l'Opérateur Commercial signe la présente Convention Cadre ou la Convention de Déploiement concernée postérieurement à l'Avis de Mise à Disposition de l'Immeuble. Dans ces derniers cas la durée de l'IRU correspondra au temps restant à courir jusqu'à l'échéance précitée de quinze (15) ans.

Cette stipulation est expressément prévue pour que l'ensemble des IRU concédés aux Cofinanceurs sur un Immeuble arrive à échéance en même temps.

A l'issue de cette première durée de quinze (15) ans, les IRU seront tacitement renouvelés pour une nouvelle période de quinze (15) ans, sauf dénonciation en application de l'article « Dénonciation d'un IRU », en contrepartie du versement d'un euro symbolique par Infrastructure. A l'issue de cette seconde période de quinze (15) ans et à l'issue d'une troisième période de quinze (15) ans, les IRU seront tacitement renouvelés pour une nouvelle période de quinze (15) ans, sauf dénonciation en application de l'article « Dénonciation d'un IRU », en contrepartie du versement d'un euro symbolique par Infrastructure.

## Article 9 Conventions immeuble

Afin d'être autorisée à déployer, gérer et entretenir les Infrastructures, l'OI conclut avec chaque propriétaire, copropriétaires ou syndic une Convention Immeuble sur le fondement des articles L. 33-6, R. 9-2, R. 9-3 et R. 9-4 du CPCE permettant de desservir un ou plusieurs Clients Finals dans un Immeuble.

La Convention Immeuble définit la durée et les conditions d'accès à l'Immeuble pour effectuer toutes les opérations techniques nécessaires au déploiement, à la gestion et à l'entretien de l'Infrastructure. Le cas échéant, elle peut définir des conditions spécifiques relatives à l'installation, la gestion et l'entretien de l'Infrastructure.

Dans le cas général, et conformément à la convention type établie par l'ARCEP, la Convention Immeuble est conclue pour une durée de 15 ans à compter de sa date de signature et renouvelable tacitement sauf dénonciation par l'une des parties. Il est toutefois rappelé que les Conventions Immeuble pourront prévoir une durée différente.

Il est rappelé que l'OI reste responsable vis-à-vis du propriétaire, copropriétaire ou syndic de toute intervention effectuée en application de la présente Convention Cadre. En conséquence, toute condition spécifique contenue dans la Convention Immeuble sera reportée par XpFibre 92 dans le Dossier Immeuble.

A l'arrivée du terme de la Convention Immeuble et faute de reconduction ou renouvellement de cette dernière pour quelque cause que ce soit, il sera mis fin aux IRU concédés par l'OI à l'Opérateur Commercial sur les Immeubles concernés moyennant un préavis raisonnable au regard de la Convention Immeuble sans que l'Opérateur Commercial puisse arguer d'un quelconque préjudice auprès de l'OI ni réclamer aucune indemnité dès lors que l'OI n'est plus en mesure de conférer au Cofinanceur les droits objet de l'IRU.

En cas de faute de XpFibre 92 ayant conduit le propriétaire, copropriétaire ou syndic à résilier la Convention Immeuble à ses torts exclusifs et à lui imposer la dépose des Infrastructures, XpFibre 92 supportera seule les coûts de dépose y associés.

Toutefois, en cas de changement d'Opérateur d'Immeuble autorisé à déployer, gérer et entretenir les Infrastructures, XpFibre 92 fera ses meilleurs efforts (i) pour assurer la continuité du service jusqu'à ce que les opérations de gestion et d'entretien des Infrastructures soient transférées à ce tiers et (ii) pour que le nouvel Opérateur d'Immeuble reprenne les droits qu'elle a concédés au Cofinanceur. En tout état de cause, XpFibre 92 s'engage à faire ses meilleurs efforts pour faire bénéficier les Cofinanceurs des conditions d'accès qu'elle a obtenues auprès du nouvel Opérateur d'Immeuble.

En cas de cession par XpFibre 92 des Infrastructures, XpFibre 92 s'engage à faire accepter au cessionnaire de l'Infrastructure une clause de reprise des engagements pris par XpFibre 92 envers le Cofinanceur pour permettre la poursuite de la mutualisation.

## **Article 10      Modalités de commande des prestations**

Pendant toute la durée du contrat, les modalités de commande des prestations seront conformes aux spécifications du groupe Interop'Fibre ou tout comité ou organisation qui viendrait se substituer à ce dernier.

### Article 10-1      Commande des Points de Mutualisation

La commande de Point de Mutualisation déclenche automatiquement la réservation de la Fibre Optique Dédinée ou Partagée au Point de Mutualisation conformément aux stipulations de la Convention de Déploiement.

#### *Article 10.1.1    Dans le cadre de la procédure de Cofinancement ab initio à la commune*

La signature de la Convention de Déploiement par l'Opérateur Commercial vaut confirmation de commande de tous les Points de Mutualisation qui seront déployés par l'OI dans le périmètre de celle-ci et commandés au titre de l'acte d'engagement.

#### *Article 10.1.2    Dans le cadre de la procédure de Cofinancement a posteriori à la commune*

La signature de la Convention de Déploiement par l'Opérateur Commercial vaut commande :

- (i) de tous les Points de Mutualisation déjà déployés au jour de la signature et spécifiquement énumérés en annexe de celle-ci ;
- (ii) et de tous les Points de Mutualisation à déployer par XpFibre 92 dans le périmètre de celle-ci.

### Article 10.2      Notification de Raccordement du Point de Mutualisation

Une fois l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation envoyé par l'OI, l'Opérateur Commercial peut procéder à la notification de Raccordement du Point de Mutualisation conformément aux stipulations de l'annexe « Flux ».

L'OI pourra émettre plusieurs Avis de Mise à Disposition pour un même Point de Mutualisation, notamment dans le cas d'une livraison progressive des PBO desservis par un Point de Mutualisation Extérieur.

La notification de Raccordement du Point de Mutualisation est faite par Point de Mutualisation. Chaque notification de Raccordement du Point de Mutualisation concerne donc tous les Logements raccordés au Point de Mutualisation concerné.



Cette notification a pour objet d'informer l'OI que l'Opérateur Commercial souhaite procéder au raccordement physique du Point de Mutualisation ainsi que de la date à laquelle l'Opérateur Commercial a planifié l'intervention de raccordement.

A réception de la notification de Raccordement d'un Point de Mutualisation Intérieur, l'OI :

- (i) informe le propriétaire, les copropriétaires ou le syndic, conformément aux stipulations de la Convention Immeuble, de l'intervention de l'Opérateur Commercial et de la date à laquelle celle-ci est planifiée ;
- (ii) communique à l'Opérateur Commercial l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation du Raccordement Immeuble et contenues dans le Dossier Immeuble.

Cette notification de Raccordement du Point de Mutualisation sera rejetée si elle ne respecte pas les critères de l'annexe 5 « Flux ».

En cas de rejet, l'Opérateur Commercial doit effectuer une nouvelle notification avant de pouvoir procéder au raccordement du Point de Mutualisation.

Le non-respect de ce dispositif sera sanctionné suivant les stipulations de l'annexe « Pénalités ».

Au plus tard trente (30) Jours Ouvrés après l'accusé de réception d'une notification de Raccordement du Point de Mutualisation, l'Opérateur Commercial doit avoir communiqué à l'OI un compte rendu de Raccordement du Point de Mutualisation. Si le raccordement du Point de Mutualisation a échoué, l'Opérateur Commercial devra faire une nouvelle notification de Raccordement du Point de Mutualisation.

### Article 10.3 Commande de Raccordement Client Final

La commande de Raccordement Client Final a pour objet de permettre à l'Opérateur Commercial de fournir un service de communications électroniques à son Client Final dans le Local faisant l'objet de la commande. Cette commande doit être systématiquement faite par l'Opérateur Commercial, que le Local ait déjà fait l'objet d'un Raccordement Client Final ou non. L'Opérateur Commercial s'engage, en tant que de besoin, à obtenir l'autorisation du propriétaire et/ou de l'occupant du Local en vue de permettre l'installation du Raccordement Pallier.

La commande de Raccordement Client Final pour être valable doit être émise par l'Opérateur Commercial, conformément à l'annexe 5 « Flux ». En cas de rejet de cette commande, l'Opérateur Commercial doit passer une nouvelle commande. Le non-respect de ce dispositif sera sanctionné suivant les dispositions de l'annexe 10 « Pénalités », en tant que commande non conforme.

En retour, l'OI indique à l'Opérateur Commercial si le Local a déjà fait l'objet d'un Raccordement Client Final, conformément à l'annexe 5 « Flux » et à l'annexe 5bis « E-Mutation ».

Les Câblages Clients Finaux sont réalisés pour le compte de l'OI par l'Opérateur Commercial dans les conditions définies en annexe 1 selon l'ingénierie déployée dans l'Immeuble ou par l'OI à la demande de l'Opérateur Commercial, conformément à l'annexe 5 « Flux » et à l'annexe 5bis « E-Mutation ».

Lors de toute intervention dans l'Immeuble l'Opérateur Commercial ou ses Sous-Traitants devront se conformer aux conditions définies en annexe 1.

Les prix de réalisation des Câblages Clients Finals par l'Opérateur Commercial ou par l'OI sont définis en annexe 4 « Conditions financières ».

L'Opérateur Commercial est seul responsable de la relation avec le Client Final ainsi que de la prise de rendez-vous avec celui-ci.

## **Article 11            Modalités de déploiement**

L'OI procède au déploiement du Câblage FTTH conformément à la présente Convention Cadre ainsi qu'à la Convention de Déploiement et le Dossier Immeuble.

L'OI informe l'Opérateur Commercial au moyen des Informations Préalables de la date de construction du Câblage FTTH de l'immeuble.

Dans le mois suivant la conclusion d'une Convention Immeuble, dans le périmètre de la(des) Convention(s) de Déploiement de Câblage FTTH signée(s) par l'Opérateur Commercial, permettant la mise en place d'un Point de Mutualisation et à ce titre du(des) Câblage(s) FTTH, l'OI en informera par tout moyen l'Opérateur Commercial et lui communiquera les informations suivantes :

- (i) l'adresse de l'Immeuble ;
  - (ii) l'adresse et la localisation du Point de Mutualisation s'il est situé en dehors de l'Immeuble ou s'il dessert plusieurs Immeubles ;
  - (iii) l'identité et l'adresse du propriétaire ou du syndic de copropriété représentant le syndicat des copropriétaires ;
  - (iv) le nombre de Locaux desservis ;
  - (v) la personne à qui l'Opérateur Commercial peut s'adresser en vue de demander un accès.
- La transmission des Informations Préalables sera effectuée conformément à ce qui suit.

Les Informations Préalables Enrichies (Fichier « IPE ») relatives aux Immeubles concernés sont transmises par l'OI à l'Opérateur Commercial aux fins de permettre à l'Opérateur Commercial de connaître l'étendue et l'état des déploiements qu'il cofinance, de déterminer l'éligibilité des Lignes à ses services, de répondre à toute demande d'information relative à la disponibilité de ses services et de demander l'accès aux Lignes installées dans lesdits Immeubles.

Les Informations Préalables sont communiquées conformément aux spécifications du groupe Interop'Fibre ou tout comité ou organisation qui viendrait se substituer à ce dernier. L'OI met à jour, complète ou corrige, régulièrement et sans délai, les Informations Préalables au meilleur de sa connaissance et des signalisations qui pourront lui être adressées par les Cofinanceurs.

La qualité et la disponibilité des Informations Préalables sont des conditions essentielles à l'accès et à l'exploitation des Lignes.

En cas d'usage non conforme du Service constaté, l'OI pourra suspendre, sans préavis, la mise à disposition du Fichier à l'Opérateur Commercial. Il est expressément convenu entre les Parties que la qualité des informations fournies par l'OI dans le cadre du Fichier correspond à l'état des données contenues dans les bases du système d'informations de l'OI au moment de la dernière actualisation du Fichier par l'OI.

L'OI informera l'Opérateur Commercial :

- (i) des Immeubles devant faire l'objet d'un déploiement de Câblages FTTH ;

- (ii) de la signature d'une nouvelle Convention Immeuble se rapportant à une Convention de Déploiement déjà signée par les Parties.

En cas de Cofinancement *ab initio*, les Informations Préalables sont communiquées par l'OI à titre informatif. Seul l'appel de fonds effectué conformément à l'annexe 4 « Conditions financières » engage l'OI vis-à-vis de l'Opérateur Commercial pour le déploiement d'un Câblage FTTH.

Enfin il est rappelé que l'exécution de tous travaux effectués dans le cadre des présentes se fait dans le respect de la Convention Immeuble et notamment du règlement de copropriété et du règlement intérieur de celle-ci ainsi que des normes applicables et des règles de l'art.

## **Article 12 Livraisons des prestations**

Pendant toute la durée du contrat, les modalités de livraison des prestations seront conformes aux spécifications du groupe Interop'Fibre ou tout comité ou organisation qui viendrait se substituer à ce dernier.

Il convient de distinguer la livraison d'un Point de Mutualisation Intérieur d'un Point de Mutualisation Extérieur.

### Article 12-1 Pour un Point de Mutualisation Intérieur

#### *Article 12-1-1 Déploiement du Câblage FTTH*

- T1 = Signature de la Convention Immeuble ;
- T2 = Information des Opérateurs Commerciaux ;
- T3 = Planification de la construction de l'Infrastructure ;
- T4 = Informations des Opérateurs sur le détail du Point de Mutualisation ;
- T5 = Fin des travaux et envoi de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation ;
- T6 = Appel de fonds (à compter de T5) ;
- T7 = Ouverture Commerciale.

#### *Article 12-1-2 Processus de livraison*

## **Livraison des Points de Mutualisation**

### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement *ab initio*

Une fois le Câblage FTTH associé à un Point de Mutualisation, l'OI envoie un Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation à l'Opérateur Commercial.

Cet Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation est communiqué dans les 7 jours calendaires suivant la fin de la construction de Câblage FTTH. Il informe l'Opérateur Commercial de la fin des travaux et de la possibilité, pour l'Opérateur Commercial de procéder au raccordement du Point de Mutualisation.

### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement a posteriori

Une fois la Convention de Déploiement signée, l'OI transmettra à l'Opérateur Commercial l'Avis de Mise à Disposition du(des) Point(s) de Mutualisation déjà déployés sous sept (7) jours calendaires et ayant fait l'objet d'une commande spécifique dans ladite convention.

### Livraison des Raccordements du Point de Mutualisation

La livraison du Raccordement du Point de Mutualisation se fait dès lors que le Point de Mutualisation a pu être raccordé au réseau de l'Opérateur Commercial. Cette opération fait l'objet d'une notification de succès ou d'échec conformément aux stipulations de l'annexe 5 « Flux ».

Une fois l'intervention de l'Opérateur Commercial effectuée, l'OI pourra procéder à la vérification des travaux effectués par celui-ci.

Si l'OI constate que les travaux de raccordement n'ont pas été effectués conformément au Contrat, elle en informe l'Opérateur Commercial qui disposera alors d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour mettre le raccordement en conformité avec les stipulations du Contrat. Dans ce cas, l'OI pourra facturer des pénalités à l'Opérateur Commercial en application de l'annexe 10 « Pénalités ». Si à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec ses obligations, ses commandes de Raccordement Client final dans le(les) Immeuble(s) en cause ne seront pas prises en compte par l'OI tant qu'il ne sera pas en conformité avec ses obligations. Si à l'expiration d'un nouveau délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi d'une mise en demeure de mise en conformité par l'OI, l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec le Contrat, l'OI pourra procéder à la dépose des équipements de l'Opérateur Commercial au Point de Mutualisation sans que cette dépose ne puisse engager la responsabilité de l'OI. Dans ce cas, les frais de dépose seront facturés à l'Opérateur Commercial et les sommes payées par celui-ci pour la mise à disposition de l'Infrastructure resteront définitivement acquises à l'OI.

### **Livraison de commandes de Raccordement Client Final**

Que le raccordement Client Final soit déployé ou à déployer, le cas échéant, l'Opérateur Commercial effectue un brassage au Point de Mutualisation afin d'assurer la continuité optique de la Ligne.

### Livraison d'un Raccordement Client Final à déployer

Ces opérations sont décrites en annexes 5 et 5bis.

Les pénalités associées en cas de non-respect de ces engagements sont détaillées dans l'annexe 10 « Pénalités ».

### Livraison d'un Raccordement Client final déjà déployé sur Fibre Optique Dédinée

Lorsque le Raccordement Client Final est déjà déployé au jour de la commande, l'OI en informe l'Opérateur Commercial en lui transmettant un Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

### Livraison d'un Raccordement Client Final déjà déployé sur Fibre Optique Partagée

Lorsque le Raccordement Client Final, via une Fibre Optique Partagée, est déjà déployé, l'Opérateur Commercial effectue un brassage au Point de Mutualisation afin d'assurer la continuité optique de la Ligne.

Une fois cette opération effectuée, l'OI envoie l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

### Article 12.2 Pour un Point de Mutualisation Extérieur

#### *Article 12.2.1 Déploiement du Câblage FTTH*

- T1 = Information des Opérateurs Commerciaux d'un nouveau PME et sa Zone Arrière ;
- T3 = Planification de la construction de l'Infrastructure ;
- T4 = Informations des Opérateurs Commerciaux sur le détail du Point de Mutualisation ;
- T5 = Fin des travaux et envoi de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation ;
- T6 = Appel de fonds sur ce qui est construit Point de Mutualisation et Câblage FTTH ;
- T7 = Ouverture Commerciale (minimum 3 mois après T5).
- Tn = Nouvelle mise à disposition de Câblage FTTH.

#### *Article 12.2.2 Processus de livraison*

### **Livraison des Points de Mutualisation**

Une fois le Point de Mutualisation et un Câblage FTTH déployé par l'OI, l'OI envoie un Avis de Mise à Disposition d'un Emplacement au Point de Mutualisation à l'Opérateur Commercial.

L'Opérateur Commercial peut alors installer dans l'Emplacement :

- des équipements passifs,
- un câble en fibres optiques en provenance de son réseau FTTH.

L'Opérateur Commercial s'engage à respecter les Emplacements et ressources qui lui sont attribués par l'OI et qui sont notifiés dans l'avis de mise à disposition du PME.

L'Emplacement mis à disposition de l'Opérateur Commercial est conforme aux STAS.

Les caractéristiques des Emplacements alloués à l'Opérateur Commercial pour les PME et leur environnement technique sont précisées aux STAS.

L'Opérateur Commercial s'engage à :

- ne pas stocker de matériel en dehors des Emplacements mis à disposition,
- à enlever ses déchets divers immédiatement après toute opération d'installation, d'extension, de désinstallation ou d'exploitation,
- à ne pas modifier quelque équipement que ce soit qui ne lui appartiendrait pas.

### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement ab initio

L'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation est communiqué dans les 7 jours calendaires suivant la fin de la construction de Câblage FTTH. Il informe l'Opérateur Commercial de la fin des travaux et de la possibilité, pour l'Opérateur Commercial de procéder au raccordement du Point de Mutualisation.

### Livraison des Points de Mutualisation dans le cadre du financement a posteriori

Une fois la Convention de Déploiement signée, l'OI transmettra à l'Opérateur Commercial l'Avis de Mise à Disposition du (des) Point(s) de Mutualisation déjà déployés sous sept (7) jours calendaires et ayant fait l'objet d'une commande spécifique dans ladite convention. L'IRU prend effet à compter de la date du premier Avis de Mise à Disposition par l'OI du PME concerné.

### **Livraison des Raccordements du Point de Mutualisation**

La livraison du Raccordement du Point de Mutualisation se fait dès lors que le Point de Mutualisation a pu être raccordé au réseau de l'Opérateur Commercial. Cette opération fait l'objet d'une notification de succès ou d'échec conformément aux stipulations de l'annexe 1 « Modalités techniques de déploiement des Infrastructures ».

Une fois l'intervention de l'Opérateur Commercial effectuée, l'OI pourra procéder à la vérification des travaux effectués par celui-ci.

Si l'OI constate que les travaux de raccordement n'ont pas été effectués conformément au Contrat, elle en informe l'Opérateur Commercial qui disposera alors d'un délai de sept (7) jours calendaires pour mettre le raccordement en conformité avec les stipulations du Contrat. Dans ce cas, l'OI pourra facturer des pénalités à l'Opérateur Commercial en application de l'annexe 10 « Pénalités ». Si à l'expiration de ce délai de sept (7) jours calendaires l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec ses obligations, ses commandes de Raccordement Client Final dans le(les) Immeuble(s) en cause ne seront pas prises en compte par l'OI tant qu'il ne sera pas en conformité avec ses obligations. Si à l'expiration d'un nouveau délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi d'une mise en demeure de mise en conformité par l'OI, l'Opérateur Commercial ne s'est pas mis en conformité avec le Contrat, l'OI pourra procéder à la dépose des équipements de l'Opérateur Commercial au Point de Mutualisation sans que cette dépose ne puisse engager la responsabilité de l'OI. Dans ce cas, les frais de dépose seront facturés à l'Opérateur Commercial et les sommes payées par celui-ci pour la mise à disposition de l'Infrastructure resteront définitivement acquises à XpFibre 92.

### **Livraison de commandes de Raccordement Client Final**

#### Livraison d'un Raccordement Client Final à déployer

Lorsque le Raccordement Client Final doit être déployé, l'OI envoie l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final une fois que (i) la PTO a été installée dans le Local, (ii) a fait l'objet d'un raccordement au PBO et (iii) que la continuité optique de la PTO au Point de Mutualisation est assurée.

Les conditions techniques de déploiement de ce Raccordement Client Final sur un PME sont définies dans l'annexe 9 « Stas ».

L'Opérateur Commercial fera son affaire de la prise de rendez-vous avec son Client Final pour l'installation et le raccordement de la PTO en application de l'annexe 1 « Modalités techniques de déploiement des Infrastructures.

Il appartient à l'OI d'obtenir les autorisations d'accès au génie civil ou dans les passages en parties privées le cas échéant.

#### *Livraison d'un Raccordement Client Final déjà déployé sur Fibre Optique Dédinée*

Lorsque le Raccordement Client Final est déjà déployé au jour de la commande, l'OI en informe l'Opérateur Commercial en lui transmettant un Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

#### *Livraison d'un Raccordement Client Final déjà déployé sur Fibre Optique Partagée*

Lorsque le Raccordement Client Final, via une Fibre Optique Partagée, est déjà déployé, l'OI effectue un brassage au Point de Mutualisation afin d'assurer la continuité optique de la Ligne.

Une fois cette opération effectuée, l'OI envoie l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.

### **Conformité des interventions**

Les interventions de l'Opérateur Commercial et de ses Sous-Traitants, notamment dans le cadre du Brassage au PM et du Raccordement au PM, doivent être réalisées dans le respect du Plan de Prévention des Risques, des Spécifications Techniques d'Accès au Service, des règles de l'art applicables à l'intervention, et des plages horaires autorisées.

Le personnel de l'Opérateur Commercial ou de ses Sous-Traitants peut de manière générale intervenir sur les Câblages FTTH, sans accompagnement sous réserve du respect des modalités suivantes :

- l'Opérateur Commercial s'engage à ce que son personnel ou celui de ses Sous-Traitants accède et intervienne exclusivement sur les éléments des Câblages FTTH qui lui sont mis à disposition, à savoir, au PM, le Compartiment Opérateur et le Compartiment Mutualisé uniquement pour les besoins du Brassage au PM<sup>1</sup>,
- le personnel de l'Opérateur Commercial ou de ses Sous-Traitants lorsqu'il intervient sur les Câblages FTTH doit pouvoir justifier à tout moment du fait qu'il intervient pour le compte l'Opérateur Commercial, et notamment porter de manière permanente et visible les éléments identifications requis (baudrier, etc.),
- l'Opérateur Commercial a préalablement signé le Plan de Prévention des Risques.

L'Opérateur Commercial garantit le respect par son personnel, ses Sous-Traitants et leur personnel :

- des prescriptions décrites dans le Plan de Prévention des Risques, des Spécifications Techniques d'Accès au Service,
- des règles de l'art,

---

<sup>1</sup> Uniquement les positions en face avant du tiroir de distribution (Compartiment Mutualisé)

- des plages horaires autorisées,
- de la propreté des PM auxquels ils accèdent,
- de la propreté et de l'esthétique des parties communes de l'Immeuble FTTH et de la Maison FTTH,
- des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

L'Opérateur Commercial est entièrement responsable des Sous-Traitants auxquels il a recours et assure les contrôles nécessaires. Ainsi, l'Opérateur Commercial se porte-fort du respect par ses Sous-Traitants des dispositions du présent article. Par ailleurs, l'Opérateur Commercial devra communiquer à première demande, et dans un délai de trois (3) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande de l'OI, toute information permettant d'identifier les personnels de ses Sous-Traitants à l'origine de la non-conformité avec les dispositions du présent Contrat, ce que l'Opérateur Commercial reconnaît et accepte expressément. La présente obligation constitue une obligation essentielle pour l'OI.

L'Opérateur Commercial devra prévenir l'OI sans délai et par tous moyens (message électronique, rubrique dommages réseau site web) et le confirmer dans les quarante-huit (48) heures suivant le moment où l'Opérateur Commercial en aura eu connaissance, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout sinistre ou dommage survenu sur les Câblages FTTH, sous peine de demeurer personnellement responsable des dégâts dont le montant n'aurait pu, par suite de l'omission ou du retard de cette déclaration, être utilement déclaré et/ou réclamé par l'OI aux assureurs.

L'Opérateur Commercial s'efforcera de signaler tout dommage affectant un Logement Raccordable, un Immeuble FTTH ou une Maison FTTH ou les Câblages FTTH constaté préalablement à l'une de ses interventions. Au besoin, l'Opérateur Commercial prendra des photographies, recueillera tout témoignage ou fera constater les dommages en cause.

L'Opérateur Commercial garantit l'OI de la qualité de ses interventions réalisées dans les Locaux FTTH Raccordables, les Immeubles FTTH, les Maisons FTTH, les infrastructures de réseau FTTH et de la réparation intégrale des dommages qui pourraient en résulter.

En cas de Malfaçon et/ou Dégradation imputable à l'Opérateur Commercial et notamment :

- au non-respect des dispositions des Spécifications Techniques d'Accès au Service, et/ou
- à un dommage affectant un PM, un Logement Raccordable, un Immeuble FTTH, une Maison Individuelle FTTH, un Câblage Client Final, ou tout autre élément des Câblages FTTH sur lesquels l'Opérateur Commercial est intervenu, et/ou
- à une réclamation relative à un Logement Raccordable, à un Immeuble FTTH ou une Maison Individuelle FTTH adressée par un tiers (en ce compris le Client Final) et mettant en cause l'Opérateur Commercial ou ses sous-traitants, et/ou
- à toute autre non-conformité constatée par l'OI,

L'OI adresse une notification à l'Opérateur Commercial par courrier électronique :

- mettant en demeure l'Opérateur Commercial de procéder à la reprise de Malfaçon et/ou Dégradation qui lui est imputable dans un délai maximum de vingt (20) Jours Ouvrés, accompagné d'un formulaire de non-conformité incluant des photographies justifiant de la



responsabilité de l'Opérateur Commercial et décrivant de façon exhaustive la ou les typologies des Malfaçons, ou

- si la reprise de Malfaçon et/ou Dégradation n'a pas été réalisée dans le délai imparti précisé ci-avant, indiquant à l'Opérateur Commercial que l'OI va procéder à la reprise aux frais de l'Opérateur Commercial conformément aux frais forfaitaires de reprise décrits en annexe 16 « Reprises de Malfaçons » ;
- si les reprises sont complexes à réaliser, notamment du fait d'un risque de coupure pour un Client Final ou pour la bonne exploitation du réseau, l'OI pourra remédier lui-même ou par un tiers, aux Malfaçons et/ou Dégradations constatées avant le délai imparti précisé ci-avant. L'Opérateur Commercial s'engage alors à prendre à sa charge tous les frais engagés par l'OI conformément à l'annexe 16. Les justificatifs des frais engagés seront communiqués à l'Opérateur Commercial sur demande écrite adressée à l'OI. Toute notification d'une Malfaçon et/ou Dégradation entraînant une reprise par l'OI devra être accompagnée d'un reportage photo et d'une liste des Malfaçons à reprendre.

Dans le cas où l'Opérateur Commercial considère qu'une Malfaçon et/ou Dégradation ne lui est pas imputable, il notifie l'OI par voie électronique. Les Parties arbitreront en comité de pilotage l'imputabilité de la Malfaçon.

Dans l'hypothèse où l'OI ne parviendrait pas à déterminer avec exactitude l'imputabilité des Malfaçons et/ou Dégradations constatées, l'Opérateur Commercial s'engage à prendre en charge les coûts inhérents tels que décrits en annexe 16 du présent Contrat, dont le montant sera réparti selon la formule suivante :

$$\text{Montant refacturé par XpFibre 92} = \frac{\text{Frais de reprise}}{\text{Nombre d'Opérateurs Commerciaux (co-financeur ou locataire) présents au PM, ainsi que XpFibre 92 en tant qu'OI}}$$

La reprise des Malfaçons et/ou Dégradations ainsi que les refacturations prévues au titre du présent article seront réalisées de manière conjointe aux reprises et refacturations réalisées en vertu du Contrat STOC.

### Vérifications et audit

L'Opérateur Commercial doit tenir à jour tous les documents relatifs à la réalisation de ses interventions au titre du présent Contrat, et notamment ceux attestant du respect par lui-même et ses Sous-Traitants de l'ensemble de ses obligations prévues au Contrat. L'OI a le droit de demander à l'Opérateur Commercial, par lettre recommandée avec accusé de réception, la communication des documents attestant de la conformité de l'Opérateur Commercial et de ses Sous-Traitants au Contrat ou aux lois et règlements à tout moment pendant la durée du Contrat et pendant une période supplémentaire d'un (1) an à l'issue de celui-ci. L'Opérateur Commercial devra communiquer les documents dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la réception de la demande. L'OI aura le choix de pratiquer elle-même cet audit ou de faire appel à un cabinet d'audit extérieur. Ce cabinet d'audit sera tenu à une obligation de confidentialité.

Par ailleurs, l'OI sera en droit de réaliser un audit des interventions réalisées par l'Opérateur Commercial et ses Sous-Traitants sur les Câblages FTTH. L'OI aura le choix de pratiquer elle-même cet audit ou de faire appel à un cabinet d'audit extérieur. Ce cabinet d'audit sera tenu à une obligation de confidentialité.

Les Parties conviennent que, dans l'hypothèse où l'audit réalisé relèverait une ou plusieurs Malfaçons exclusivement imputable(s) à l'Opérateur Commercial et dûment justifiée(s) par l'OI, son coût sera facturé à l'Opérateur Commercial conformément à l'annexe 16.

Les Malfaçons constatées par l'OI lors des audits seront corrigées conformément aux dispositions relatives à la « Conformité des interventions ».

Les audits prévus au présent article seront réalisés de manière conjointe aux audits réalisés en vertu du Contrat STOC.

### **Mesures correctrices**

En cas de manquement grave et/ou répété (par exemple au moins deux manquements, consécutifs ou non consécutifs, au cours de la même année calendaire) de l'Opérateur Commercial aux dispositions du présent Contrat et/ou aux STAS, l'OI pourra mettre en demeure l'Opérateur Commercial par courrier recommandé avec accusé de réception de prendre toute mesure pour se conformer au Contrat et/ou aux STAS et remédier aux manquements sous un délai d'un (1) mois. Les Parties devront en discuter lors d'un comité de pilotage exceptionnel organisé sous un délai de cinq (5) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure par l'Opérateur Commercial.

Lors de ce comité de pilotage exceptionnel, l'Opérateur Commercial présentera son plan d'action, dénommé plan de remédiation, en vue de remédier à la situation pendant le délai précité.

Ce plan de remédiation mentionnera les nouvelles mesures mises en place par l'Opérateur Commercial pour supprimer le risque de Dégradations et/ou Malfaçons. Dans l'hypothèse où, malgré le plan de remédiation, seraient constatées de nouvelles Dégradations et/ou Malfaçons, alors le Client appliquera de plein droit à l'égard de l'Opérateur Commercial la pénalité prévue à l'annexe 16.

Sont notamment considérés comme des manquements graves un manquement aux règles de sécurité tel que définies dans le Plan de Prévention des Risques ou une Dégradation causée aux Câblages FTTH.

Dans cette période d'un (1) mois, l'OI pourra notamment exiger que l'Opérateur Commercial lui transmette, en plus des dates prévisionnelles d'intervention, le nom de la société de rattachement de l'Intervenant, selon des modalités opérationnelles convenues entre les Parties.

Si l'Opérateur Commercial n'a pas remédié à la situation de manquements graves et/ou répétés à l'issue du premier délai de mise en demeure de (1) mois, l'OI lui adresse une seconde mise en demeure de quinze (15) Jours Calendaires.

Dans cette nouvelle période de quinze (15) Jours Calendaires, l'OI pourra enjoindre l'Opérateur Commercial de prévoir un accompagnement obligatoire de ses Intervenants par un personnel de l'OI ou par toute autre personne désignée par l'OI lors de la réalisation des Prestations.

A l'issue de cette seconde mise en demeure, si l'Opérateur Commercial n'a pas remédié à la situation dans le délai précité, l'OI pourra suspendre la faculté le ou les intervenant(s) de l'Opérateur Commercial ou de ses Sous-Traitants à l'origine des manquements d'intervenir sur au titre du Contrat pour une durée déterminée par l'OI, proportionnée et adaptée à la situation donnant lieu à la suspension.

Ces mesures rentrent en vigueur à la date indiquée par l'OI.

L'Opérateur Commercial est tenu de respecter les mesures édictées par l'OI dans le cadre du présent article et doit notamment prendre toutes les actions nécessaires auprès de ses Sous-Traitants afin de rendre effectives ces mesures.

En mettant en œuvre les dispositions du présent article, l'OI ne renonce pas au droit de faire appliquer toute autre clause du présent Contrat.

#### *Article 12.2.3 Gestion des habilitations d'accès au PME*

Le personnel de l'Opérateur Commercial a besoin de se munir d'une clé mécanique pour accéder au PME.

##### **Usage des clés**

Dans l'ensemble des PME, l'accès pour les personnes habilitées est réalisé au moyen de clés mécaniques de type triangulaire à fournir par l'Opérateur Commercial ou par ses sous-traitants.

##### **Gestion des habilitations et contrôle**

Le personnel de l'Opérateur Commercial (ou de ses Prestataires) doit être préalablement habilité par l'OI à accéder au PME. L'habilitation est nominative et permet un accès au PME de façon permanente et sans accompagnement. L'Opérateur Commercial transmet à l'OI, pour tout changement de personne physique, par courrier électronique, la liste des noms des personnes physiques à habiliter conformément à l'annexe Contacts.

Tout personnel de l'Opérateur Commercial habilité à accéder à un ou plusieurs PME devra pour chaque PM considéré :

- être en possession de sa carte d'identité professionnelle, afin d'être en mesure de justifier de sa qualité à tout moment au cours de son intervention.
- accéder exclusivement aux PME qui leur sont mis à disposition pour les prestations objet du présent Contrat.

Des contrôles ponctuels seront mis en œuvre par l'OI afin de contrôler :

- la présence visible de la carte d'identité professionnelle (comportant la photographie, le nom et le prénom de l'intervenant ainsi que le nom de la société pour lequel ce dernier intervient) et
- la concordance entre les informations contenues sur la carte professionnelle et celles de l'habilitation délivrée par l'OI.

## **Article 13            Maintenance et interventions**

### Article 13.1      Maintenance courante

La maintenance comprend l'ensemble des opérations ayant pour objet d'assurer l'entretien courant de l'Infrastructure de réseau FTTH.

L'Opérateur Commercial confie à l'OI le soin d'exécuter les prestations de maintenance telles que décrites au présent article. Les prestations de maintenance sont souscrites concomitamment à l'obtention par l'Opérateur Commercial de l'IRU sur les Lignes et pour la durée de celui-ci. En tant qu'accessoire indispensable de l'IRU, cette prestation de maintenance suit le sort de ce dernier et notamment la cession dont il peut faire l'objet, aussi bien de la part de l'OI que de la part de l'Opérateur Commercial.

La maintenance donne lieu à la perception d'un prix indiqué en annexe 4 « conditions financières ». L'OI assure la continuité optique des fibres affectées à l'Opérateur Commercial du Point de Mutualisation jusqu'au Point de Terminaison Optique installé chez le Client Final.

L'Opérateur Commercial assure au Point de Mutualisation la continuité optique entre les fibres en provenance de son réseau et l'Infrastructure de réseau FTTH.

L'OI s'engage à assurer la maintenance de l'Infrastructure de réseau FTTH et des moyens associés à son fonctionnement.

En cas d'intervention de l'OI, à la suite d'une demande de l'Opérateur Commercial, révélant que l'Incident à l'origine de la demande d'intervention ne porte pas sur les éléments faisant l'objet des Prestations de Maintenance, l'OI fournira à l'Opérateur commercial un rapport d'intervention complet avec le détail de l'anomalie constaté et de sa résolution et facturera une intervention à tort à l'Opérateur Commercial conformément à l'annexe 4 « Conditions financières ». Si l'Opérateur Commercial conteste que la signalisation a été transmise à tort, il lui appartient de démontrer que le dysfonctionnement est bien imputable uniquement à l'OI.

Il est expressément précisé que si des opérations nécessitent le remplacement ou dévoiement de tout ou partie de l'Infrastructure, celles-ci n'emportent en aucun cas résiliation de l'IRU en cause et les frais de remplacement ou de dévoiement seront répartis entre les Cofinanceurs présents au Point de Mutualisation en fonction de la clé de répartition définie en annexe 4 « Conditions financières ».

Sont exclus de la maintenance courante et relèvent de la maintenance extraordinaire, telle que décrite à l'article 13.2 des présentes, les cas de remplacement de l'Infrastructure de réseau FTTH dans le cadre des Travaux Exceptionnels, notamment en cas de :

- Dégradation ou destruction partielle ou totale causée par un événement extérieur (par exemple, incendie, inondation, etc.) ;
- Nécessité de mise en conformité intégrale des Infrastructures de réseau FTTH avec de nouvelles normes impératives en vigueur ;
- Dévoiement, y compris enfouissement ;
- D'obsolescence des Infrastructures de réseau FTTH.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, l'OI autorise l'Opérateur Commercial, si ce dernier le souhaite, et sous sa responsabilité, à effectuer des opérations de maintenance uniquement sur le Raccordement Client Final, à l'exclusion de toute autre partie des Câblages FTTH, dans le respect des

STAS, au niveau du Point de Mutualisation uniquement afin d'effectuer l'entretien de la jarretière posée lors du Brassage au PM de la Ligne, sans modification de la route optique.

### Article 13.2 Maintenance extraordinaire – Travaux Exceptionnels

L'Opérateur Commercial s'acquittera d'une quote-part des opérations de maintenance extraordinaire dans les conditions ci-après.

Relèvent notamment de la maintenance extraordinaire les cas exclus de la maintenance courante tels que stipulés à l'article 13.1 ci-avant.

Les parties conviennent qu'en cas de survenance de plusieurs opérations de maintenance extraordinaire sur une période de six mois, elles se réuniront, à l'initiative de la première d'entre elles, pour définir les conditions de participation des Opérateurs Cofinanceurs aux frais de ladite maintenance et, notamment, déterminer un seuil au-delà duquel ces derniers contribueront aux frais de ladite maintenance ainsi que les éventuels moyens de prévention susceptibles de contribuer à la préservation des Lignes FTTH.

Pour toute intervention de maintenance extraordinaire, ladite intervention sera effectuée aux frais des Opérateurs Cofinanceurs dont l'Opérateur Commercial, après devis émis par l'OI comprenant le montant net des travaux imputables à l'Opérateur Commercial et acceptation du devis par ce dernier. L'Opérateur Commercial dispose d'un délai de trente jours calendaires à compter de la notification pour faire part à l'OI de son acceptation du devis. En cas de refus de l'Opérateur Commercial, ce dernier perd automatiquement ses droits liés au Cofinancement sur le périmètre exclusif concerné par les opérations.

L'OI précise le montant net des travaux nécessaires pour remplacer les Câblages FTTH en tenant compte :

- des coûts de travaux ;
- des montants perçus par l'OI au titre des assurances ;
- des montants éventuellement dus par l'OI lorsque celui-ci est l'auteur du dommage ;
- des montants éventuellement perçus au titre de l'engagement de responsabilité d'un opérateur commercial, y compris l'Opérateur Commercial, ou de tout tiers responsable des dommages ;
- des travaux réalisés par des tiers et des montants perçus par l'OI auprès de tiers pour la réalisation des travaux.

Dans l'hypothèse où l'OI perçoit une indemnité au titre de ses assurances ou par des tiers concernés postérieurement à la facturation des travaux de maintenance extraordinaire à l'Opérateur Commercial, l'OI s'engage à régulariser le montant initialement facturé à l'Opérateur Commercial par l'émission d'un avoir à due concurrence.

Les frais de maintenance extraordinaires sont répartis entre les Cofinanceurs *au prorata* du nombre de cofinanceurs au Point de Mutualisation.

Par dérogation à l'ensemble de ces dispositions, il est expressément précisé que si un Cofinancier ou l'OI (ou l'un de leurs sous-traitants, partenaires, etc.) est responsable d'un Incident, il supporte seul les coûts de réparation ou remplacement nécessaires de tout ou partie de l'Infrastructure.

### Article 13.3 Maintenance programmée

Pour assurer le maintien de la qualité du service ou assurer l'évolutivité des Infrastructures de réseau FTTH du domaine de responsabilité de l'OI, ce dernier peut être amené à réaliser sur les équipements dont il assure la maintenance des travaux susceptibles d'affecter temporairement le bon fonctionnement du service.

L'OI s'efforce, dans toute la mesure du possible, de réduire les perturbations qui peuvent en résulter pour l'Opérateur Commercial. Avant chaque intervention, l'OI transmet à l'Opérateur Commercial les dates, heures et durées prévisionnelles d'interruption du service dans le respect des délais de préavis décrits en annexe « Maintenance ».

Dans le cas où le service dont bénéficie l'Opérateur Commercial est seul susceptible d'être affecté par les travaux, l'OI convient avec lui de la plage horaire d'intervention dans les limites horaires relatives au service après-vente telles que précisées en annexe 2 « Maintenance ».

Dans le cas exceptionnel où, à la demande de l'Opérateur Commercial et après étude, les travaux programmés ont lieu à une heure non-ouvrable, les frais supplémentaires engagés par l'OI sont à la charge de l'Opérateur Commercial. Un devis sera établi.

Les interruptions de service dues à des travaux qui ont été programmés par l'OI dans le respect des conditions ci-dessus décrites ne sont pas considérées comme des incidents susceptibles d'engager la responsabilité de l'OI.

### Article 13-4 Cas de maintenance d'une Fibre Optique Dédiée livrée sur fibre nue

S'agissant des fibres nues (fibres livrées sans connecteur optique), l'Opérateur d'Immeuble n'est pas en mesure d'accomplir les opérations de maintenance dans les conditions prévues pour les fibres connectorisées.

L'Opérateur Commercial doit donner libre accès à la fibre nue dans son module OC, afin que l'Opérateur d'Immeuble puisse intervenir au titre des opérations de maintenance. L'Opérateur Commercial décharge l'Opérateur d'Immeuble de toute responsabilité en cas de perturbation de clients de l'Opérateur Commercial au moment d'une opération de maintenance. L'Opérateur Commercial doit faire une pré-localisation efficace de l'incident avant de déclencher l'Opérateur d'Immeuble, pour limiter le nombre de fois où il faudra casser les soudures. D'autres dispositions pourront être ajoutées en fonction des retours d'expérience et pour gérer la spécificité de la livraison sur fibre nue. Lesdites dispositions pourront constituer des éléments essentiels de la prestation de maintenance adaptée aux fibres nues. Leur refus par l'Opérateur Commercial mettra terme à l'engagement de maintenance de l'OI au titre des fibres nues en question.

### Article 13-5 Délais de rétablissement des Lignes (hors GTR)

L'OI fera ses meilleurs efforts pour rétablir le fonctionnement des équipements relevant de son domaine de responsabilité, dans les conditions précisées à l'annexe 2 « Maintenance ».

#### Article 13-6 Prestation de maintenance avec option GTR 10 heures HO

L'OI propose à l'Opérateur Commercial une Prestation optionnelle de maintenance de Ligne FTTH avec un délai de rétablissement garanti, ci-après dénommée « GTR 10 heures » en heures ouvrables.

Cette Prestation optionnelle consiste, en cas d'un Défaut dûment constaté et signalé selon le protocole de SAV décrit en annexe 5, en une garantie de rétablissement dans un délai maximum de dix (10) heures ouvrables, c'est-à-dire du lundi au samedi inclus hors jours fériés, de huit (8) heures à dix-huit (18) heures.

La commande de l'option GTR 10 heures est effectuée par l'Opérateur Commercial lors de la commande d'accès à la Ligne FTTH considérée, conformément aux modalités stipulées en annexe 5.

Tout dépôt de signalisation sur une Ligne FTTH doit respecter les dispositions de l'annexe 5 en matière de Flux SAV.

Les tarifs associés à l'option GTR 10 heures sont précisés au sein de l'annexe 4.

En cas de non-respect du délai de rétablissement par l'OI et sous réserve des cas d'exclusions indiqués en annexe 14, des pénalités peuvent être dues conformément à celles figurant en annexe 14.

En outre, si le rétablissement nécessitait une prise de rendez-vous avec le Client Final, le décompte du temps serait suspendu jusqu'à la date et l'heure du rendez-vous effectif avec celui-ci.

#### Article 13-7 Engagements de qualité de service

En application de la décision ARCEP n°2020-1432 du 8 décembre 2020, publiée au JORF le 22 janvier 2021, l'OI s'engage auprès de l'Opérateur Commercial à respecter des niveaux de qualité de service et met en place un ensemble de pénalités associées. Les engagements de qualité de service ainsi que les pénalités sont précisés à l'annexe 14 du présent Contrat.

### **Article 14 Dispositions financières**

#### Article 14-1-1 Tarifs et révision des tarifs

Les prix hors taxes des différentes prestations sont définis en annexe 4 « Conditions financières ».

XpFibre 92 se réserve la possibilité de modifier ses tarifs, ses frais et leurs structures et de les appliquer à chaque nouvelle Consultation, sous réserve d'en avoir notifié l'Opérateur Commercial par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs (sauf signature d'un avenant contractuel).

### Article 14-1-2 Indexation des tarifs

Les modalités d'actualisation des dépenses d'investissement et de fonctionnement sont détaillées dans l'annexe n°4 « Conditions Financières ».

### Article 14-2 Modalités de financement de l'Infrastructure

#### *Article 14-2-1 Le financement du Câblage FTTH*

Les Câblages FTTH sont financés par l'ensemble des Cofinanceurs en application de la clé de répartition définie en annexe « Conditions financières » et selon les modalités ci-après définies, que le Cofinanceur participe *ab initio* ou *a posteriori*.

Dans le cas où l'OI a librement décidé de déployer en bifibre et non en monofibre, en l'absence de Cofinanceur pour une Fibre Optique Dédiée, l'OI appliquera au(x) Cofinanceur(s) les conditions tarifaires du monofibre, tant qu'aucun opérateur n'utilisera cette Fibre Dédiée. Si un opérateur venait à utiliser ladite Fibre Optique Dédiée alors les conditions tarifaires du bifibre s'appliqueront.

#### Le financement *ab initio* du Câblage FTTH

A l'issue des Consultations lancées par l'OI, l'Opérateur Commercial s'engage à participer au cofinancement des Câblages FTTH qui seront déployés par l'OI conformément aux Conventions de Déploiement de Câblages FTTH conclues sur la base de la présente Convention Cadre.

A ce titre, l'OI facturera à l'Opérateur Commercial (i) une quote-part des frais communs de déploiement et (ii) les frais liés à la(aux) demande(s) spécifique(s) de l'Opérateur Commercial conformément à l'annexe « Conditions financières » et suivant la transmission de l'Avis de Mise à Disposition du Point de Mutualisation.

#### Le financement *a posteriori* du Câblage FTTH

Lorsque l'Opérateur Commercial fait une demande d'accès à l'OI pour un Point de Mutualisation ou l'ensemble des Points de Mutualisation d'une commune ayant déjà fait l'objet d'une livraison, celui-ci participe *a posteriori* au financement du(des) Câblage(s) FTTH concernés. Il devra alors s'acquitter de sa quote-part de financement, majorée d'un taux de rémunération des capitaux investis prenant en compte le risque des Cofinanceurs initiaux.

Ce financement *a posteriori* entraîne le recalcul de la participation de chaque Cofinanceur présent au(x) Point(s) de Mutualisation concerné(s) au regard des modalités de cofinancement détaillées ci-dessus et dans l'annexe « Conditions financières » ; chacun bénéficiant d'une fraction du montant versé par le nouveau Cofinanceur proportionnelle au montant qu'il a versé à l'origine.

L'OI procède ensuite à la facturation de l'Opérateur Commercial (OC) et informe, au plus tard dans le trimestre suivant le paiement, l'ensemble des opérateurs présents au(x) Point(s) de Mutualisation concerné(s) des sommes qui leur sont dues. Chaque opérateur concerné pourra alors émettre une facture sur la base de ces informations. Ces sommes viendront s'imputer sur les sommes dues par



lesdits opérateurs pour les déploiements de Câblage FTTH et Raccordements Client Final à venir. A défaut de déploiement à venir, elles s'imputeront sur les sommes dues par chaque opérateur au titre des Prestations de Maintenance.

Une fois l'ensemble des paiements effectués par le nouvel opérateur à l'OI, celui-ci peut procéder au(x) commande(s) de Raccordement(s) Immeuble et de Raccordement(s) Client Final.

Il est toutefois entendu entre les Parties que l'OI n'assume pas le rôle de commissionnaire du croire dans l'administration des sommes dues à l'Opérateur Commercial ayant participé au financement *ab initio* du Câblage FTTH.

#### *Article 14-2-2 Le financement des Raccordements Client Final dans le cas des PMI*

Les Raccordements Client Final seront facturés à l'Opérateur Commercial qui fait une commande de Raccordement Client Final conformément à l'annexe « Conditions financières ».

#### *Article 14-2-3 Le financement des Raccordements Client Final dans le cas des PME*

##### Nouveau Raccordement Client Final :

Les Raccordements Client Final seront facturés à l'Opérateur Commercial qui fait une commande de Raccordement Client Final conformément à l'annexe « Conditions financières ».

##### Reprise d'un Raccordement Client Final déjà installé :

Le nouvel Opérateur Commercial reprend à sa charge les frais du Raccordement Client Final dans les conditions prévues à l'annexe « Conditions financières ».

En conséquence, l'OI procède à la facturation du nouvel Opérateur Commercial et informe, au plus tard dans le trimestre suivant le paiement, l'ancien Opérateur Commercial de la reprise du nombre, du type et de la référence des Raccordements Client Finals ainsi que des sommes qui lui sont dues.

Il est toutefois entendu entre les Parties que l'OI n'assume pas le rôle de commissionnaire du croire dans l'administration des sommes dues à l'ancien Opérateur Commercial supportant le coût du Raccordement Client Final.

##### Maintenance du raccordement client final :

Les prestations de maintenance du raccordement sont facturées par l'OI à l'Opérateur Commercial mensuellement, à compter de la date de mise à disposition de la ligne FTTH conformément à l'annexe 4.

#### Article 14-3 Modalités de facturation

La facturation des prestations fournies par l'OI au titre des présentes donnera lieu à l'envoi d'une facture mensuelle à l'Opérateur Commercial reprenant notamment :

- La quote-part de financement *ab initio* des Points de Mutualisation dont l'Avis de Mise à Disposition du Câblage FTTH a été envoyé au jour de l'envoi de la facturation ;
- La quote-part de financement *a posteriori* des Points de Mutualisation sur la commune qui ont fait l'objet d'une demande d'accès par l'Opérateur Commercial et dont l'Avis de Mise à Disposition du Câblage FTTH a été envoyé au jour de la facturation ;
- Les Prestations de Maintenance relatives aux Point de Mutualisation ayant fait l'objet d'un Avis de Mise à Disposition transmis à l'Opérateur Commercial terme à échoir ;
- Les frais relatifs aux commandes de Raccordements Client Final effectués dans le mois de facturation se compose de :
  - Frais de commande au jour de la commande.
  - Frais de construction du Raccordement Client Final au jour de l'envoi de l'Avis de Mise à Disposition du Raccordement Client Final.
  - Frais de reprise des Raccordements Client Final sur les PME.
- Les frais de Maintenance des Raccordements Client Final mis à disposition de l'Opérateur Commercial ;
- Les frais relatifs aux prestations spécifiques au jour de l'envoi de l'Avis de Mise à Disposition correspondant ;
- Les offres de qualité de service renforcée (GTR 10H et GTR 4H).

En cas de livraison progressive des Logements de la Zone Arrière d'un Point de Mutualisation, la facturation sera aussi progressive et au rythme de ces livraisons (en fonction des livraisons des MAD Site et CRMAD PM).

Ces prestations sont facturées en application des tarifs définis en annexe « Conditions financières » TVA en sus. Les taux de taxes applicables sont ceux en vigueur à la date de facturation.

#### Article 14-4 Modalités de paiement

Les factures sont payables par virement sous trente (30) jours calendaires à compter de la date d'établissement de la facture. Néanmoins lorsque la date d'établissement de la facture est antérieure de plus de 10 Jours Ouvrés à la date du cachet de la poste, cette dernière fait office de date de facture.

#### Article 14-5 Modalités de contestation des factures

En cas de désaccord sur le montant facturé, l'Opérateur Commercial dispose d'un délai d'un (1) an à compter de la date de facture pour porter à la connaissance de l'OI, par lettre recommandée avec accusé de réception, son désaccord justifié qui précisera notamment la portée, la nature et les motifs de la contestation, mentionnera les références précises, dates et numéros de la facture litigieuse et fournira tout document justificatif disponible. Dans une telle hypothèse l'Opérateur Commercial s'oblige à verser à l'OI les montants non contestés. L'OI notifie les suites qu'elle souhaite donner à cette contestation.

L'OI s'engage à répondre à la réclamation. En cas de rejet de la réclamation, elle fournit à l'Opérateur Commercial une réponse motivée. Sans préjudice du délai de paiement initial, les montants en cause deviennent immédiatement exigibles à compter de la réception de la décision de rejet qui vaut mise en demeure de payer.

Dans l'hypothèse où les montants contestés devenus exigibles ne seraient pas réglés à réception du rejet de la réclamation, les stipulations concernant le retard de paiement s'appliquent.

La désignation d'un tiers-payeur en cas de défaillance de l'Opérateur n'exonère pas ce dernier de son obligation de paiement de la facture à l'égard de l'OI.

#### Article 14-6 Compensation conventionnelle

Les Parties pourront procéder au paiement de toute dette dont elles seraient amenées à être débitrice l'une envers l'autre, par compensation avec toute créance non contestée qu'elle détiendrait à l'encontre de l'autre Partie au titre du Contrat, conformément aux articles 1347 et suivants du code civil.

Le paiement par compensation opéré dans le cadre du présent article produit ses effets et le paiement est considéré comme réalisé à la date d'envoi de la notification de l'avis de compensation validé par les Parties. L'avis de compensation précise les factures sur lesquelles sont imputés les paiements. La mise en œuvre du mécanisme décrit au présent article emporte toutes les conséquences juridiques attachées au paiement.

La cession de créance de l'une ou l'autre des Parties est sans incidence sur l'effet du paiement par compensation dès lors que celui-ci a produit tous ses effets dans les conditions du présent article avant que ladite cession de créance ne soit opposable au débiteur cédé dans le respect du formalisme applicable au type de cession de créances mis en œuvre.

#### Article 14-7 Retard de paiement

Toute somme non payée à son échéance conformément à la Loi donnera lieu au paiement d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne pour ses opérations de refinancement majoré de dix (10) point immédiatement exigible sans qu'un rappel soit nécessaire, sous réserve de tous les autres droits et recours.

Les intérêts de retard sont calculés dès le premier jour de retard sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. En outre, ces intérêts sont capitalisés s'ils sont dus sur une période de douze (12) mois consécutifs, conformément aux dispositions de l'article 1154 du code civil.

Si le retard de paiement persiste dans un délai d'un mois, l'OI pourra, après mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de la mise en demeure, actionner la garantie bancaire prévue en article « Garanties financières » ou suspendre le Contrat de plein droit. En outre, l'OI pourra résilier la Convention de Déploiement et/ou la commande concernée après l'envoi d'une dernière mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours. La résiliation interviendra alors de plein droit à l'expiration du délai figurant dans ladite mise en demeure et ce, aux torts exclusifs de l'Opérateur Commercial. Les stipulations relatives à la résiliation pour non-respect des obligations contractuelles seront donc applicables.

L'OI se réserve le droit d'exiger le règlement de toute somme due non contestée contractée vis-à-vis d'elle par l'Opérateur Commercial au titre du Contrat avant la passation de toute nouvelle commande.

L'Opérateur Commercial déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent article et ne pourra en aucun cas se retourner contre l'OI pour quelque dommage que ce soit ou qu'il subirait du fait de cette application.

En outre, en cas de défaut de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sera également appliquée de plein droit à l'Opérateur Commercial dès le premier jour de retard et sans mise en demeure préalable. Le montant de cette indemnité sera égal au montant tel que fixé par l'article D441-5 du Code de commerce à la date du premier jour de retard. Au jour de signature des présentes, cette indemnité est fixée à 40 euros. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés par l'OI seraient supérieurs à ce montant, l'OI pourra demander à l'Opérateur Commercial une indemnisation complémentaire, sous réserve de produire les justificatifs nécessaires.

#### Article 14-8 Impôts, taxes et redevances

Les Parties acceptent expressément de se conformer aux dispositions fiscales en vigueur.

Les prix des prestations mentionnés en annexe « Conditions financières » sont entendus hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix des commandes. La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

La TVA éventuellement exigible en France en vertu du Contrat sera supportée par l'Opérateur Commercial en plus des prix convenus au présent Contrat. En tout état de cause, la TVA exigible en France sera exclusivement supportée par l'Opérateur Commercial. Les taux de taxes applicables sont ceux en vigueur en France à la date de facturation des prestations.

Toute modification de la réglementation applicable ou de son interprétation ayant pour effet de faire supporter aux Parties des impôts, droits ou taxes autres ou d'un montant supérieur à ceux existants à la date de signature du présent Contrat (par exemple, une écotaxe ou une taxe s'appliquant aux opérateurs de réseaux) entraînera un ajustement corrélatif des prix définis à l'annexe 4 et dans chaque commande restant due à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation

applicable pour que les Parties perçoivent dans tous les cas l'intégralité des montants indiqués dans ladite annexe et dans les commandes.

L'Opérateur Commercial s'engage également à payer les impôts, droits et taxes dus, le cas échéant, à l'étranger.

#### Article 14-9 Garanties financières

Après survenance d'un quelconque retard de paiement constaté après une mise en demeure de payer adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet pendant un délai de huit (8) jours calendaires à compter de sa réception par l'Opérateur Commercial, l'OI a la faculté de demander la remise par l'Opérateur Commercial d'une garantie d'un établissement bancaire de premier rang par laquelle l'établissement bancaire s'engagera à première demande de l'OI à lui verser une somme égale au Montant de Garantie mentionné dans la Consultation ou le Dossier d'Information (la « Somme Garantie »).

La Somme Garantie peut être revue à la baisse soit au moment de la demande, soit après fourniture de la garantie :

- en cas d'évolution favorable de la situation financière de l'Opérateur Commercial portée à la connaissance de l'OI :
  - o soit directement par l'Opérateur Commercial en produisant les éléments justificatifs attestant de cette évolution favorable,
  - o soit par un tiers mandaté par l'Opérateur commercial à cet effet.
- selon l'historique de paiement de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de l'OI et plus généralement l'historique de paiement des Affiliés de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de l'OI et de ses Affiliés dans le cadre de leurs relations contractuelles.

A l'inverse, toute garantie fournie qui serait inférieure à la somme de cinq cent mille euros (500 000 €) peut être revue à la hausse jusqu'à ce dernier montant, en cas de dégradation :

- financière de l'Opérateur Commercial constatée par l'OI,
- de l'historique de paiement de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de l'OI et plus généralement l'historique de paiement des Affiliés de l'Opérateur Commercial vis-à-vis de l'OI et de ses Affiliés dans le cadre de leurs relations contractuelles.

En cas de mise en œuvre d'une garantie par l'OI, l'Opérateur Commercial est tenu de reconstituer cette garantie à hauteur de son montant initial.

L'OI peut mettre en œuvre la garantie en cas de retard de paiement de tout ou partie d'une facture et après mise en demeure de payer adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet pendant un délai de huit (8) jours calendaires à compter de sa réception par l'Opérateur Commercial.

La mise en œuvre de la garantie n'emporte pas renonciation par l'OI de facturer des intérêts de retard conformément aux dispositions du Contrat.

A défaut de fourniture par l'Opérateur Commercial d'une garantie bancaire dans le délai précité et après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de sa réception par

L'Opérateur Commercial, le Contrat sera automatiquement et de plein droit résilié dans les conditions de résiliation pour faute stipulée ci-après.

## **Article 15 Résiliation du contrat**

### Article 15-1 Résiliation pour faute

En cas de non-respect par l'une des Parties dans l'exécution d'une des obligations essentielles au titre du présent Contrat, l'autre Partie pourra signifier à la Partie en défaut une mise en demeure exigeant qu'elle remédie à la situation en question dans un délai minimum de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception.

S'il n'y est pas remédié dans le délai imparti ou si aucun remède n'est possible, l'autre Partie pourra mettre fin, à ses risques et périls, au Contrat, en tout ou partie. La date d'effet de la résiliation sera la date indiquée sur la seconde lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, la Partie lésée pourra demander tout dommage et intérêts au titre de cette résiliation.

Sauf en cas de contestation légitime de factures conformément à l'article 14-5 des présentes, toute somme versée par l'Opérateur Commercial au titre du Contrat reste définitivement acquise à l'OI.

### Article 15-2 Autres cas de résiliation

Le présent Contrat sera résilié de plein droit dans les cas suivants :

- suspension ou retrait anticipé de la déclaration de l'une des Parties, pour quelque motif que ce soit, au titre de l'article L. 33 du code des postes et des communications électroniques ;
- cessation anticipée d'activité de l'une des Parties et ce, sous réserve du respect par l'autre Partie des règles relatives aux procédures collectives.

Dans ce cadre, les factures émises au jour de la prise d'effet de la résiliation restent dues.

La Partie la plus diligente notifiera à l'autre la résiliation de plein droit du Contrat dès constatation de la survenance de l'un des événements ci-dessus.

La résiliation prendra effet dans les trente (30) jours suivants la réception de la notification. L'OI conservera l'intégralité des sommes payées d'avance, sauf en cas de contestation légitime de factures conformément à l'article 14-5 des présentes

### Article 15-3 Dénonciation d'un IRU

L'Opérateur Commercial pourra dénoncer tout IRU pour convenance sous réserve de sa notification et du respect d'un préavis de trois (3) mois.

L'OI pourra dénoncer un IRU si la Convention Immeuble sur laquelle il repose est résiliée par le propriétaire, les copropriétaires ou le syndic dans les conditions définies à l'article « Convention Immeuble ».

#### Article 15-4 Effet de la résiliation ou de la dénonciation

La résiliation du Contrat entraîne automatiquement la résiliation de toutes les prestations y afférentes.

La dénonciation d'un IRU entraîne automatiquement la résiliation de toutes les prestations y afférentes.

Après la résiliation ou la dénonciation, l'Opérateur Commercial cessera immédiatement toute occupation des Installations concernées et, à ses propres frais, procèdera à toutes désinstallations consécutives de ses Equipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de la résiliation.

L'OI se réserve le droit de contrôler les déposes des Equipements de l'Opérateur Commercial à la suite de la résiliation ou de la dénonciation.

A défaut de dépose dans le délai susmentionné, l'OI se réserve la possibilité de démonter ou déposer ou de faire démonter ou faire déposer, aux frais exclusifs de l'Opérateur Commercial, ces Equipements trente (30) jours après que l'Opérateur Commercial en aura reçu la demande par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, nonobstant l'application des pénalités éventuellement applicables à l'encontre de l'Opérateur Commercial et des dommages et intérêts résultant du préjudice subi par l'OI de ce fait.

#### **Article 16 Modification réglementaire ou législative**

En cas d'évolution du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel, national ou communautaire, qui aurait pour conséquence :

- De perturber l'équilibre des droits et obligations des Parties tel qu'initialement prévu au Contrat,
- De rendre impossible la poursuite de l'exécution du Contrat, totalement ou partiellement,
- Ou plus généralement, serait de nature à remettre en cause la viabilité du Contrat au regard, notamment, de la durée pendant laquelle il doit être exécuté.

Les Parties reconnaissent que le Contrat devra être renégocié, en tout ou partie, en vue d'y inclure les adaptations rendues nécessaires par l'évolution du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel.

#### **Article 17 Confidentialité**

Les Parties s'interdisent de communiquer ou de divulguer toute Information Confidentielle à laquelle elles auraient eu accès à des tiers pour quelques raisons que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Cet engagement s'appliquera également pendant une durée de cinq (5) ans à compter de l'expiration du Contrat.

Dans la mesure où la transmission d'Informations Confidentielles par chacune des Parties, à des Sociétés Affiliées, des conseils ou des experts comptables, des sous-traitants, s'avérerait indispensable à l'exécution du Contrat, le consentement dont il est fait mention ci-dessus est considéré comme acquis, pour autant que la transmission des Informations Confidentielles en question soit effectivement utile à l'exécution du Contrat et que la Partie qui transmet cette Information Confidentielle se porte fort du respect par le destinataire de la confidentialité de ladite Information Confidentielle. Par ailleurs, le destinataire s'engagera lui-même à les traiter en toute confidentialité.

Le respect par chacune des Parties de cette obligation de confidentialité est considéré comme une obligation essentielle de celui-ci au titre du Contrat sans laquelle XpFibre 92 n'aurait pas contractualisé.

Par dérogation à ce qui précède, l'Opérateur Commercial autorise expressément XpFibre 92 à communiquer aux autres opérateurs, lorsqu'ils formulent une demande d'accès aux Infrastructures, les éléments pertinents concernant la mise à disposition des Installations à cet autre opérateur.

## **Article 18            Intuitu personae**

Il est expressément convenu entre les Parties que le Contrat a été conclu eu égard à la forme, la composition actuelle du capital, la personnalité, la réputation et la situation financière de l'Opérateur Commercial. L'Opérateur Commercial s'engage, sans délai, à informer XpFibre 92 de toute cession de contrôle, tel qu'il s'entend au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, ainsi que de toute modification substantielle dans sa situation commerciale, juridique et/ou financière par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 19            Sous-traitance**

L'OI pourra sous-traiter la réalisation des prestations effectuées dans le cadre du Contrat et, notamment, la réalisation du Raccordement Client Final. Si l'Opérateur Commercial en fait la demande, l'OI sous-traitera cette opération de Raccordement Client Final à l'Opérateur Commercial dès lors que ce dernier s'engage à respecter les conditions définies au présent article et plus amplement définies dans le cadre d'un contrat de sous-traitance de raccordement spécifique.

L'Opérateur Commercial pourra sous-traiter la réalisation du Raccordement Immeuble.

Toutefois, seuls les Sous-traitants expressément autorisés par l'OI et figurant en annexe 8 pourront exécuter ces prestations.

En cours d'exécution du Contrat, l'Opérateur Commercial pourra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à l'OI l'ajout ou le retrait d'un Sous-traitant dans la liste. En cas d'ajout,



L'Opérateur Commercial est tenu, dans la lettre de notification, et de préciser la zone d'intervention du Sous-traitant. Il est convenu que l'ensemble des Sociétés Affiliées à l'Opérateur Commercial sont d'ores et déjà acceptées, l'Opérateur Commercial restant néanmoins seul responsable de l'exécution de l'intégralité du présent Contrat ainsi que des contrats de réalisation de raccordement vis-à-vis de l'OI.

L'entreprise sous-traitante devra s'engager à respecter l'annexe Qualité de Service et l'annexe « STAS » et, de manière générale, toute obligation conventionnelle ou réglementaire mise à la charge de l'Opérateur Commercial dans le cadre du contrat de réalisation de raccordement.

Il est expressément rappelé que l'Opérateur Commercial reste entièrement responsable des interventions de ses Sous-traitants dans les Infrastructures.

## **Article 20          Droit de propriété**

Le Contrat et les commandes y afférentes n'opèrent :

- au bénéfice de l'Opérateur Commercial aucun démembrement de la propriété des Infrastructures, ni ne lui confèrent aucun titre de propriété d'aucune sorte sur le Réseau ou sur les équipements de XpFibre 92 ;
- au bénéfice de XpFibre 92 aucun démembrement de la propriété des équipements installés par l'Opérateur Commercial aux extrémités des Infrastructures, ni ne lui confèrent aucun titre de propriété d'aucune sorte sur ces équipements.

## **Article 21          Responsabilités des parties**

### Article 21-1      Responsabilité de l'Opérateur Commercial

L'utilisation des Infrastructures par l'Opérateur Commercial ne doit pas compromettre les droits et obligations que l'OI détient en vertu de la Convention Immeuble, des dispositions légales et réglementaires.

L'Opérateur Commercial assume, vis-à-vis de l'OI, toutes les responsabilités pouvant découler des dommages matériels directs qu'il pourrait causer à tout équipement de l'OI et / ou tout ou partie des Infrastructures mises à disposition. A ce titre, l'Opérateur Commercial assume seul toutes les responsabilités se rapportant à l'utilisation et à l'exploitation de la partie de l'Infrastructure sur laquelle il dispose d'un IRU.

A ce titre, les réparations qui seraient éventuellement dues par l'Opérateur Commercial au titre du Contrat couvriront l'indemnisation de l'intégralité du préjudice subi par l'OI.

L'Opérateur Commercial s'engage à ne pas modifier ou porter atteinte aux Installations et d'une manière générale au Réseau ou aux tiers présents dans les Infrastructures.

A ce titre, il ne doit en aucun cas déplacer, débrancher, détériorer ou couper les Installations ou équipements appartenant à l'OI ou à un tiers, sauf si cette action est expressément demandée par l'OI sur une ligne désignée par l'OI.

Par ailleurs, il est expressément rappelé que si l'OI a connaissance, par tous moyens, du non-respect par l'Opérateur Commercial des règles d'intervention dans les Installations, notamment mentionnées aux annexes 2 et 3 du Contrat, elle pourra engager de ce seul fait et de plein droit la responsabilité de l'Opérateur Commercial.

Le Contrat ne fournit pas et n'est pas destiné à fournir à des tiers de droit de recours, de réclamation, de responsabilité, de motif d'action ou tout autre droit.

Dans la mesure où la responsabilité de l'Opérateur Commercial, par année contractuelle, serait engagée au titre du présent Contrat, le montant de la réparation du préjudice subi ne saurait excéder un montant total égal à cinq (5) % des sommes payées par l'Opérateur Commercial pour la maintenance au cours des douze (12) mois précédant le dommage.

#### Article 21-2 Responsabilité de XpFibre 92

L'OI doit :

- délivrer les Lignes selon les modalités, notamment de délai et de formes, prévues par le Contrat ;
- délivrer les Lignes en bon état d'usage et de fonctionnement ;
- respecter l'IRU concédé à l'Opérateur ;
- assurer la maintenance des Lignes, conformément à l'article 13 des présentes ;
- prendre toutes les mesures conservatoires et urgentes qui pourraient s'avérer nécessaires à la préservation des droits de l'Opérateur Commercial et au respect du Contrat.

L'OI s'interdit :

- d'interrompre, perturber ou gêner l'utilisation des Lignes ou de porter atteinte à la confidentialité de toute communication acheminée par ces Lignes ;
- de perturber les services de communications électroniques fournis par l'Opérateur Commercial.

L'OI s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la fourniture des Prestations. La responsabilité de l'OI ne pourra être engagée qu'en cas de faute établie à son encontre et dûment prouvée.

L'OI n'est responsable vis-à-vis de l'Opérateur Commercial que des dommages matériels directs que ses équipements ou leurs conditions d'utilisation et de jouissance causeraient aux Equipements de l'Opérateur Commercial, pour autant qu'il soit démontré que ces dommages lui soient imputables. Sont par ailleurs exclus (i) les pertes de chiffre d'affaires, de clientèle, d'exploitation, de profit, d'une chance, d'activité, d'économies, de données, de renommée, de réputation, économique et toute autre perte de revenus, (ii) les préjudices commerciaux et (iii) les dommages causés aux clients de l'Opérateur Commercial.

L'Opérateur Commercial reconnaît que l'OI ne peut être tenue pour responsable des conséquences de la suppression ou du déplacement des Infrastructures demandées par le propriétaire, les

copropriétaires ou le syndic, sauf faute prouvée de sa part. A ce titre, et sans faute prouvée de sa part, XpFibre 92 n'est pas tenue au versement de quelque pénalité ou indemnité que ce soit.

Dans la mesure où la responsabilité de l'OI, par année contractuelle, serait engagée au titre du présent Contrat, le montant de la réparation du préjudice subi ne saurait excéder un montant total égal à cinq (5) % des sommes payées par l'Opérateur Commercial pour la maintenance au cours des douze (12) mois précédant le dommage.

L'Opérateur Commercial et ses assureurs, pour lesquels il se porte fort, renoncent à tout recours contre l'OI et ses assureurs au-delà de ce plafond.

## **Article 22            Assurances**

Chaque Partie, tant pour son compte que pour le compte de ses prestataires de services et/ou toute personne dont elle aurait à répondre, prend en charge et assume les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du Contrat.

L'OI s'engage à s'assurer, pour des sommes suffisantes et auprès d'une compagnie notoirement solvable contre tous risques raisonnables. Par ailleurs, l'OI prend toute disposition nécessaire pour se conformer à la réglementation en vigueur en matière de protection des conditions de travail.

Pendant toute la durée des prestations, l'Opérateur Commercial s'engage à souscrire, auprès d'un organisme notoirement solvable, une assurance couvrant l'ensemble des risques que pourraient subir les équipements installés par l'OI de telle sorte que l'OI soit subrogée dans les droits de l'Opérateur à l'indemnité versée par la compagnie d'assurances. Si celle-ci était insuffisante pour couvrir la totalité du préjudice subi, l'OI en réclamerait la différence à l'Opérateur Commercial.

L'Opérateur Commercial doit assurer et maintenir assuré pendant toute la durée d'exécution du Contrat l'ensemble de ses Equipements contre l'incendie, les risques locatifs, le vol, les dégâts des eaux, les courts-circuits, les explosions et tous autres risques généralement assurés, les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile qu'il pourrait encourir au titre des préjudices ou dommages corporels pour une somme suffisante sans qu'elle ne puisse être inférieure à 1 000 000 (un million) euros par sinistre, les conséquences pécuniaires des recours des voisins et des tiers pour une somme suffisante sans qu'elle ne puisse être inférieure à 5 000 000 (cinq millions) euros par sinistre et par an.

A ce titre, l'Opérateur Commercial doit pouvoir faire la preuve de sa capacité à assumer les conséquences financières des dégâts que pourraient subir les équipements de l'OI concernant les risques tels qu'incendie, explosion, ainsi que les risques locatifs et les recours des voisins ou tout autre désordre causé par des préposés et/ou prestataires de services de l'Opérateur Commercial.

## **Article 23            Force majeure**

La survenance d'un cas de force majeure pourra suspendre, en tout ou partie, ou limiter l'exécution du Contrat jusqu'au rétablissement des conditions normales de fourniture des prestations.

La force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens du code civil et de son interprétation par la jurisprudence et empêchant l'une des Parties d'exécuter les obligations mises à sa charge au titre du Contrat ou rendant l'exécution de celles-ci déraisonnablement onéreuse.

Chaque Partie notifiera à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception la survenance de tout cas de force majeure dans les meilleurs délais.

De manière générale, les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour mettre fin aux perturbations ayant eu pour effet d'interrompre temporairement la fourniture des Prestations. Elles s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution du Contrat.

De convention expresse, sont considérés comme des cas de force majeure ou cas fortuits les conditions météorologiques extrêmes, inondations, foudre ou incendies, actions syndicales ou lock-out, la modification de toute réglementation applicable au Contrat et en rendant l'exécution impossible ou déraisonnablement onéreuse, guerres, opérations militaires ou troubles civils, l'impossibilité pour l'OI, après accomplissement des démarches nécessaires, d'obtenir une autorisation requise pour la fourniture des Prestations, et le retrait ou la modification d'une telle autorisation, les perturbations exceptionnelles d'origine électrique affectant le réseau ainsi que les restrictions légales à la fourniture des services de télécommunications et, de façon générale, tout événement ayant nécessité l'application par l'autorité publique de plans locaux ou nationaux de maintien de la continuité des services de télécommunications.

Lorsque les événements à l'origine de la suspension se prolongent pendant plus de trente (30) jours calendaires les prestations ou Infrastructures affectées par l'événement de force majeure peuvent être résiliées de plein droit par l'une ou l'autre des Parties, sans indemnité de part et d'autre à quelque titre que ce soit et sans préjudice de la continuation du Contrat.

## **Article 24      Loi applicable et attribution de compétences**

### Article 24-1      Loi applicable

Le Contrat est soumis à la loi française.

### Article 24-2      Attribution de compétence

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels différends relatifs à l'exécution et à l'interprétation du Contrat. En cas d'absence de solution amiable concernant ledit Contrat, les Parties attribuent expressément compétence exclusive au tribunal compétent du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Cette attribution de compétence s'appliquera également en matière de référé, en cas d'appel en garantie ou en cas de pluralité de défendeurs.

## **Article 25            Cession du contrat**

L'Opérateur Commercial pourra librement céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations aux termes des présentes, en ce compris par voie de fusion, absorption ou apport partiel d'actif, sous réserve d'en informer XpFibre 92 moyennant un préavis de trois (3) mois.

XpFibre 92 peut transférer ou céder le Contrat, en tout ou partie.

Nonobstant ce qui précède, chacune des Parties, peut céder ou transférer en totalité ou en partie ses droits et obligations issus de la Convention Cadre, à ses Sociétés Affiliées après envoi d'un courrier Recommandé avec Accusé de Réception dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cession et sous réserve que ladite Société Affiliée soit déclarée ou ait été autorisée à établir et exploiter un réseau ouvert au public conformément aux dispositions de l'article L 33-1 du Code des Postes et Communications Électroniques, et d'autre part, lorsque la cession est faite par l'Opérateur Commercial, ce dernier se porte garante solidairement de la Société Affiliée cessionnaire de la Convention Cadre.

Les modalités opérationnelles et financières des transferts de droits et obligations issus de la cession feront, le cas échéant, l'objet d'un avenant.

Dans l'hypothèse où le réseau XpFibre 92 ferait l'objet d'une cession, l'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations de XpFibre 92 au titre de la présente Convention cadre, XpFibre 92 s'engageant à ce que l'acquéreur reprenne les obligations pris par XpFibre 92 envers l'Opérateur Commercial en vertu des présentes pour permettre la poursuite de la mutualisation et maintienne les droits acquis par l'Opérateur, ce que l'Opérateur Commercial accepte d'ores et déjà expressément. XpFibre 92 s'engage à informer préalablement et par écrit l'Opérateur Commercial de cette substitution.

## **Article 26            Divers**

### Article 26-1    Modification du Contrat

Toute modification de la Convention cadre, d'une Convention de Déploiement ou d'une Commande sera faite par écrit et signée par les Parties, respectivement sous la forme d'un avenant à la Convention cadre, d'un avenant à la Convention de déploiement ou d'une nouvelle Commande, sauf pour les cas strictement énumérés ci-après pour lesquels les modalités spécifiques suivantes prévalent :

Les annexes 1 à 3 et 5 à 16 peuvent faire l'objet d'une modification unilatérale par l'Opérateur d'Immeuble après notification à l'Opérateur Commercial par lettre recommandée avec avis de réception dans le respect d'un préavis de 3 (trois) mois.

S'agissant de l'annexe 4 portant sur les « Conditions financières » du présent Contrat, cette dernière peut être modifiée unilatéralement par l'Opérateur d'Immeuble :

- En application de l'article 14-1-2 « Indexation des tarifs » ;
- Par l'ajout et/ou l'évolution de nouveaux tarifs afférents à de nouvelles prestations ;
- Dans l'un des trois cas suivants :

- à la suite d'une décision de l'ARCEP saisie en règlement de différend, ou
- en tant que résultante d'une évolution de la réglementation applicable aux déploiements des lignes FTTH sur zone très dense, ou
- en cas d'évènement extérieur dument motivé, indépendant de la volonté de l'OI, bouleversant l'économie générale du contrat et ayant pour effet de renchérir les coûts de déploiement ou d'exploitation des Lignes FTTH pouvant être mises à disposition au titre de la présente Convention cadre.

En outre, toute modification unilatérale de prix est notifiée par écrit à l'Opérateur Commercial par lettre recommandée avec avis de réception dès que possible et, au plus tard :

- En cas de baisse de prix, 1 (un) mois avant la date d'effet de ladite baisse ;
- En cas de hausse de prix, 3 (trois) mois avant la date d'effet de ladite hausse (à l'exception du mécanisme d'indexation annuelle qui sera réalisé moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois).

En cas de hausse de prix (à l'exception du mécanisme d'indexation annuelle), l'Opérateur Commercial peut :

- concernant le tarif de la maintenance : résilier avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalité les dispositions relatives à la maintenance. L'Opérateur Commercial transmet dans ce cas à l'OI une demande de résiliation précisant la date à laquelle elles doivent cesser, par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de résiliation proposée doit intervenir au plus tard à la date effective de la hausse des prix. A défaut, l'OI procédera à la résiliation à la date effective de la hausse de prix. La présente résiliation entraîne la résiliation des droits d'usage concédés.
- concernant le prix du Câblage de Site : mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception 15 (quinze) jours calendaires avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalités, à son engagement de Cofinancement pour les nouveaux Câblages de Sites déployés par l'OI en appliquant les nouveaux tarifs, sans que cela n'affecte toutefois les droits et obligations de l'Opérateur Commercial sur le parc de Câblages de Sites déjà déployés.
- concernant le coût de CCF imputable à chaque Opérateur Commercial et fixé dans l'Annexe 4 : mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception 15 (quinze) jours calendaires avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalités, à son engagement de Cofinancement pour les nouveaux CCF construits au nouveau tarif par un opérateur tiers, sans que cela n'affecte toutefois les droits et obligations de l'Opérateur Commercial sur le parc de Câblages Paliers déjà déployés.

La signature de la version actuelle de la présente Convention cadre, ou d'une version ultérieure de celle-ci, a pour effet d'annuler les précédentes stipulations signées et les remplacer par les présentes ou par celles de la version ultérieure.

La signature de la version actuelle de la présente Convention cadre, ou d'une version ultérieure de celle-ci, ne remet pas en cause les engagements pris précédemment par l'Opérateur Commercial et,

sous réserve des modifications contenues dans la version actuelle ou ultérieure du présent Contrat, ne remet pas en cause les droits précédemment acquis par l'Opérateur Commercial.

#### Article 26-2 Atteinte à l'image

Les Parties s'engagent mutuellement :

- à respecter et à faire respecter par ses salariés et ses prestataires de services, l'image et la réputation de l'autre Partie notamment relative à la qualité des services fournis aux clients finals,
- à ne pas porter confusion entre les services de l'une et de l'autre dans l'esprit du client final.

Dans le cas de non-respect de son engagement par l'une des Parties, l'autre Partie se réserve le droit d'agir par tous moyens qu'elle jugerait utile.

#### Article 26-3 Election de domicile

Pour l'exécution du Contrat, les Parties élisent domicile en leur siège social. Tout changement d'adresse en cours de Contrat doit être notifié par la Partie concernée à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

#### Article 26-4 Autonomie des stipulations

Si une stipulation du Contrat est ou devient nulle ou inapplicable, ladite stipulation sera réputée supprimée et les Parties se rencontreront afin de définir d'un commun accord une stipulation de substitution.

#### Article 26-5 Titres

En cas de difficulté d'interprétation de l'un quelconque des titres et/ou intertitres placés en tête d'une stipulation du Contrat avec l'une quelconque des stipulations, les titres et/ou intertitres en cause seront déclarés inexistantes.

#### Article 26-6 Renonciation

Aucune Partie ne sera réputée avoir renoncé à un droit acquis au terme du présent Contrat, sauf renonciation écrite et signée.

#### Article 26-7 Indépendance des Parties

Aucune stipulation du Contrat ne sera réputée créer une relation d'agence, un partenariat ou une co-entreprise (joint-venture) entre les Parties ou leurs Sociétés Affiliées, employés, dirigeants ou administrateurs respectifs.

#### Article 26-8 Notification

Toute notification effectuée au titre du présent Contrat sera faite à l'adresse du siège des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### Article 26-9 Langue

L'ensemble des échanges écrits et oraux relatifs à l'exécution du contrat et à la réalisation des prestations sont réalisés en langue française.

#### Article 27 Signalement d'Anomalies et demande de correction d'information manquante ou erronée dans l'IPE

Dans l'attente de la normalisation d'un processus inter-opérateurs et des flux correspondants par le groupe Interop'Fibre, l'OI propose aux Opérateurs un processus transitoire permettant la remontée des éventuelles demandes de correction d'informations de localisation manquantes ou erronées à la maille immeuble dans l'IPE et qui seraient nécessaires à la commercialisation des Lignes FTTH.

Les champs IPE éligibles à une demande de correction sont listés en annexe 15 « Portail FSC ». Seules les adresses et immeubles desservis par un PM construit et mis à disposition de l'Opérateur Commercial pourront faire l'objet d'un signalement.

L'OI effectuera des mises à jour au travers des fichiers IPE :

- soit par le biais de signalements unitaires envoyés par l'Opérateur,
- soit via des signalements de masse portant sur plusieurs immeubles.

Les dépôts de signalisation des anomalies sont réalisés par l'Opérateur au travers d'un portail de signalisation (dénommé FSC) selon les modalités prévues à cet effet en annexe 15, sous réserve que l'Opérateur Commercial respecte les modalités de signalement définies.

L'Opérateur communique dans le formulaire de demande de signalement les éléments d'adresse qui permettent à l'OI d'identifier l'Immeuble FTTH concerné par le signalement, notamment dans le cas des problématiques de commande sans identifiant normalisé.



Dans le cas d'un « signalement unitaire », (c'est-à-dire correspondant à un identifiant immeuble au sein du fichier IPE) l'OI corrige l'erreur ou ajoute la ligne d'adresse dans l'IPE dans un délai d'une semaine à compter du signalement effectué par l'Opérateur. L'OI informera l'Opérateur Commercial en cas de non-faisabilité.

Dans le cas d'un « signalement en masse » (c'est-à-dire un signalement groupé comprenant entre 2 et maximum 25 identifiants immeubles), l'OI corrige l'erreur ou ajoute la ou les lignes d'adresses dans l'IPE dans un délai de deux mois à compter du signalement. L'OI informera l'Opérateur Commercial en cas de non-faisabilité.

L'Opérateur pourra déclarer un signalement en masse dans la limite de 25 identifiants immeubles par période de trois (3) semaines glissantes.

En outre, pour chaque cas « complexe » nécessitant des vérifications et investigations complémentaires, un délai de traitement supplémentaire de trois semaines pourra être appliqué par l'OI.

**Article 28      Liste des annexes**

Annexe 1 : Modalités techniques de déploiement des Infrastructures

Annexe 2 : Maintenance

Annexe 3 : Qualité de service

Annexe 4 : Conditions financières

Annexe 5 : Flux Interop'Fibre

Annexe 5bis : E-Mutation

Annexe 6 : Autorisation de prélèvement automatique

Annexe 7 : Modèle de Garantie Bancaire

Annexe 8 : Sous-traitants agréés

Annexe 9 : STAS Multifibre

Annexe 9 (Suite 1) : STAS Bifibre

Annexe 9 (Suite 2) : STAS PME ZTD

Annexe 10 : Pénalités

Annexe 11 : Formulaire d'adhésion

Annexe 12 : Convention de Déploiement

Annexe 13 : Guichet Unique

Annexe 14 : Engagements de qualité de service

Annexe 15 : Portail de signalement FSC

Annexe 16 : Reprise des malfaçons

Fait à Sèvres, le XX

Pour XpFibre 92	Pour l'Opérateur Commercial